

« Celui qui indique du doigt n'est pas toujours le plus fort »

La domination politique au prisme du journalisme radio au Gabon

Vincent Sima Olé

Fédération internationale pour les droits humains (FIDH)

Sociétés politiques comparées, 55, septembre-décembre 2021

ISSN 2429-1714

Éditeur : Fonds d'analyse des sociétés politiques, FASOPO, Paris | <http://fasopo.org>

Citer l'article : Vincent Sima Olé, « "Celui qui indique du doigt n'est pas toujours le plus fort". La domination politique au prisme du journalisme radio au Gabon », *Sociétés politiques comparées*, 55, septembre/décembre 2021,

http://www.fasopo.org/sites/default/files/varia1_n55.pdf



« Celui qui indique du doigt n'est pas toujours le plus fort ». La domination politique au prisme du journalisme radio au Gabon.

Résumé

Cet article propose de penser l'exercice de la domination politique dans une situation autoritaire à partir de l'analyse des pratiques professionnelles des membres d'une radio communautaire gabonaise basée à Libreville : Mapane FM. Partant du postulat que le travail et le politique procèdent par hybridation, l'article explore les imaginaires et les représentations qui nourrissent des formes d'autocensure inscrites directement dans les pratiques quotidiennes des journalistes radio. Il s'intéresse aussi bien aux conceptions locales du métier de journaliste qu'aux règles qui régissent la prise de parole à la radio, afin de réfléchir plus largement aux modalités de (re)production d'une situation autoritaire. Tentant d'aller au-delà du diptyque opposant un journaliste fondamentalement opposé au régime politique en place à un journaliste fidélisé et au service de la classe politique, l'article souhaite restituer la complexité des relations qu'entretiennent les acteurs médiatiques avec le champ politique. S'appuyant sur des entretiens et des observations, il montre finalement comment des logiques politiques et professionnelles se combinent pour forger un ethos particulier de l'animation radio au Gabon, pays aujourd'hui peu étudié par les politistes.



"He who points his finger is not always the strongest". Studying political domination through radio broadcasting in Gabon.

Abstract

The article aims at analyzing the exercise of political domination in an authoritarian situation through the study of the daily working practices of the members of a Gabonese community radio from Libreville: Mapane FM. Based on the premise that labour and politics may shape one another, the article explores the imaginaries and representations that produce self-censorship behaviors that are inscribed directly in the daily practices of radio journalists. It looks at local conceptions of the profession of radio journalist as well as at radio speaking norms so as to reflect on the (re)production of an authoritarian situation. The article also seeks to restore the complexity of the relations that media actors maintain with respect to the political sphere. Based on interviews and observations, it ultimately shows how political and professional logics combine in order to forge a particular ethos of radio journalism in Gabon, a country political scientists barely study nowadays.



Mots-clés

Bidonvilles ; censure ; Gabon ; journalisme ; radio ; radio communautaire ; situation autoritaire ; travail.



Keywords

Authoritarian situation; censorship; community-radio; Gabon; labour; journalism; radio; slums.

Il est 11h30 à Libreville quand un agent de la Haute autorité de la communication (HAC) propose, alors qu'il me fait visiter le siège de l'institution, de quitter son confortable bureau du dernier étage afin de découvrir la mystérieuse salle dite du « *monitoring* ». L'idée même d'une telle pièce, logée au cœur de l'organe de régulation des médias et entièrement dédiée à l'enregistrement de toutes les communications du pays, nourrit les craintes de censure des journalistes gabonais les plus avertis. Les rumeurs à propos de la HAC prètent en effet à cette institution des capacités de surveillance étendues qui alimentent un fort sentiment d'insécurité parmi les journalistes gabonais, qui se sentent constamment épiés par le régime d'Ali Bongo Ondimba¹. Or quelle ne fut pas ma surprise en découvrant que ce fameux bureau des enregistrements était, en réalité, vide ! Antichambre faiblement éclairée située au sous-sol d'un bâtiment en travaux, la salle du *monitoring* n'était qu'un local déserté par son personnel et agrémenté de rares ordinateurs, pour la plupart éteints, bien loin du dispositif panoptique imaginé par les professionnels des médias.

Les fantasmes à propos de la HAC, partagés par les acteurs du champ médiatique gabonais, soulignent le poids de la dimension imaginée du pouvoir dans l'exercice de la domination. Le don d'omniscience inféré à cette institution, dont on suppose qu'elle voit et sait tout, nourrit diverses formes d'autocensure qui sont aussi, comme on le verra, le produit de représentations et de pratiques propres au secteur médiatique. Cet article, issu de mon mémoire de recherche de master², explore ainsi la fabrique quotidienne d'une situation politique autoritaire au prisme du travail des journalistes d'une radio communautaire située à Libreville, la capitale du Gabon : Mapane FM.

PENSER LA DOMINATION POLITIQUE A PARTIR D'UNE RADIO GABONAISE : APPROCHE THEORIQUE ET CONTEXTUALISATION

Appréhender une situation autoritaire *via* l'analyse des pratiques professionnelles des acteurs

Pour la présente recherche, je me distancie des approches classificatoires en termes de « types de régimes », qui rendent compte des modes effectifs de l'exercice du pouvoir avec peu de précision³. Je parlerai ainsi de « situation autoritaire » plutôt que de « régime » autoritaire⁴. Cette conception permet notamment de décentrer le regard des institutions et des dispositifs institués du politique, afin de saisir la formation de relations de pouvoir dans d'autres sphères de la vie sociale des acteurs, à l'instar de leur activité professionnelle. Dans notre cas, l'analyse des modalités de l'expression journalistique à Mapane FM (contournement de la censure, normes de la prise de parole, etc.) permettra de mettre en lumière des logiques de pouvoir constitutives d'une situation autoritaire quotidiennement renégociée et jamais définitivement stabilisée⁵.

Sans prêter un positionnement politique d'entrée de jeu aux acteurs – qui dit journaliste ne dit pas pour autant opposant au régime –, je propose de penser le politique et le travail dans leur coextensivité⁶. Je souhaite ainsi montrer comment un ethos de l'animation radio est produit à l'intersection du politique et du professionnel, deux domaines du social qui semblent davantage se compénétrer que s'exclure mutuellement, en dépit des

¹ Le Gabon est gouverné depuis octobre 2009 par Ali Bongo Ondimba, qui fut élu président de la République à la suite de la mort de son père, Omar Bongo Ondimba, en juin de la même année. Ali Bongo fut réélu en 2016 lors d'une élection contestée par des organismes locaux et internationaux. Voir Aterianus-Owanga et Debain, 2016.

² Voir Sima Olé, 2020. Ce travail repose sur des données collectées à l'issue de deux terrains ethnographiques, menés respectivement de mars à mai 2019, puis de janvier à mars 2020 à Libreville. En plus des nombreuses heures passées dans les studios de Mapane FM, j'ai interviewé l'ensemble de ses membres (animateurs, techniciens, personnels de direction, auditeurs), ainsi que d'autres acteurs du monde médiatique gabonais (journalistes de presse, personnel du ministère de la communication, etc.). Les noms des interviewés mentionnés dans ce texte ont été modifiés. De plus, peu de données biographiques sont fournies sur les membres de la radio afin qu'ils et elles ne puissent être reconnus, bien que cela affecte parfois l'analyse.

³ Geisser et al., 2008 ; Hibou, 2011.

⁴ Hermet, 1975 ; Morelle et Planel, 2018.

⁵ Banégas et al., 2012.

⁶ Bazin, 2014.

frontières que les acteurs dessinent entre ces deux espaces⁷. Le politique sera dès lors moins envisagé comme un obstacle à l'accomplissement d'un travail de « qualité » des journalistes, comme le postulent certains écrits à propos du continent⁸, que comme une matrice qui structure les répertoires, les normes et les pratiques de l'animation radio au Gabon. Une attention sera dès lors portée à la définition et à l'incorporation de règles au principe de cet ethos politico-professionnel du journalisme radio, afin de saisir un ensemble de principes de vision et de division de l'organisation sociale qui produisent, autant qu'elles sont produites par, la situation autoritaire ici examinée⁹.

Je m'intéresserai donc, dans cette analyse politique des pratiques professionnelles, à l'idée même que se font les acteurs de la notion de travail, en posant la question du sens, politique ou non, qu'ils y investissent¹⁰. L'œuvre des animateurs de Mapane FM en faveur du « développement », leur proximité vis-à-vis des dirigeants dont ils discutent l'action quotidiennement, ainsi que leur projet révolutionnaire sont autant d'éléments qui semblent suggérer que le travail des animateurs de cette radio comporte une dimension politique. Cependant, lors de nos entretiens, le personnel du média s'évertue à défendre la neutralité de ses activités quotidiennes, que tous définissent comme strictement « professionnelles ». Comment dès lors comprendre « la revendication de neutralité politique » exprimée par ces acteurs alors que leur pratique professionnelle semble être largement liée au politique¹¹ ? Que nous apprennent les processus de délimitation entre ces deux activités, le « professionnel » et le « politique », sur la fabrique d'une situation autoritaire ? J'explorai donc les modalités de la construction de rapports (a)politiques à l'activité de travail, tout en étudiant ce qui, au travail, détermine un certain rapport au politique¹².

Si les journalistes africains sont souvent décrits comme des fers de lance de la critique des régimes au sud du Sahara, et par extension de la démocratisation, je souhaite complexifier cette image en montrant comment ils peuvent aussi bien dénoncer l'ordre politique postcolonial que contribuer à son maintien, aussi autoritaire soit-il¹³.

Mapane FM : une radio « révolutionnaire » au cœur du paysage médiatique librevillois

Installée aux abords de Plein-Ciel, l'un des plus grands bidonvilles de la capitale gabonaise, la radio Mapane FM est détentrice du canal 98.00 FM, sur lequel elle diffuse ses émissions du lundi au dimanche¹⁴. Le terme « mapane », issu du français argotique de la capitale, désigne les quartiers sous-intégrés de la ville, aussi appelés « maquis », « matitis », « ghetto » ou encore « bidonville » par les Gabonais. La radio fut créée en décembre 2017 par Gaël Koumba Ayouné, *alias* le « général du mapane », actuel directeur du média et figure controversée de la vie politique locale. Si ce dernier jouissait au début de l'année 2016 d'une grande popularité pour ses prises de position radicales à l'encontre de la classe dirigeante gabonaise, ainsi que pour les actions philanthropiques qu'il a menées¹⁵, divers scandales relayés dans la presse ont largement terni son image. Le collectif qu'il dirigeait en 2016, le Rassemblement des jeunes patriotes gabonais (RJPG)¹⁶, aurait obtenu des fonds de la part du pouvoir afin d'encourager les jeunes à voter massivement pour Ali Bongo, le candidat du pouvoir, lors de l'élection présidentielle contestée de la même année. Mapane FM est l'héritière

⁷ Sainsaulieu et Surdez, 2012.

⁸ Frère, 2016a, 2016b, 2019.

⁹ Lagroye et al., 2012.

¹⁰ Sainsaulieu et Surdez, 2012 ; Bazin, 2014.

¹¹ Siméant, 2003.

¹² Sainsaulieu et Surdez, 2012.

¹³ Je me place dans la continuité des travaux en science politique Florence Brisset-Foucault (2016), qui étudie les débats radiophoniques comme un site de définition des normes d'une citoyenneté en Ouganda. Voir aussi Brisset-Foucault, 2019.

¹⁴ La radio compte environ une vingtaine de membres, dont une quinzaine d'animateurs (majoritairement des hommes), trois techniciens, puis quelques membres du personnel administratif et de direction. Il est cependant difficile de donner un nombre exact car les effectifs de la radio évoluent constamment, parfois d'une semaine à l'autre.

¹⁵ M. Ayouné s'est à de nombreuses reprises illustré sur les réseaux sociaux en venant en aide aux habitants des quartiers pauvres de la ville, notamment en y construisant des infrastructures tels que des ponts ou encore en apportant du matériel de soin dans des hôpitaux.

¹⁶ Le RJPG était composé de jeunes issus des mapanes réunis autour de la figure de M. Ayouné. Ces derniers parcouraient les quartiers populaires de la capitale afin de diffuser des messages en faveur du respect des institutions démocratiques et en appelant les Librevillois à exprimer leur mécontentement à travers les urnes.

de ce mouvement de jeunesse tiraillé entre dénonciation des pratiques autoritaires du pouvoir d'une part et soutien ostentatoire au Parti démocratique gabonais¹⁷ de l'autre. Elle naît après la dissolution du RJPG, avec pour objectif de promouvoir l'œuvre du « général du mapane ». Les professionnels de la radio ne sont toutefois pas des ex-militants et ex-militantes du RJPG et entretiennent une relation ambiguë avec M. Ayouné. Ce dernier ne se rend pas souvent à la radio. Ses quelques visites sont alors l'occasion pour lui de réitérer la mission première qu'il attribue à Mapane FM, générer du profit, et de donner quelques conseils aux membres pour maximiser les profits¹⁸. La radio peine toutefois à atteindre cet objectif.

La radio connaît en effet d'importantes difficultés financières et était ainsi incapable de fournir un salaire aux membres durant nos deux terrains. C'est sans doute ce qui explique le fort *turnover* dans ce média. Les locaux appartiendraient à un ami du général qui n'exigerait aucun loyer de la part de ce dernier selon nos sources. Les quelques rentrées financières de la radio sont assurées par des établissements chrétiens qui offrent quelques dizaines de milliers de francs CFA en l'échange d'un temps d'antenne le week-end. Cette somme, dont le montant ne m'a pas été donné précisément, n'est en tout cas pas suffisante pour offrir un salaire au personnel ou pour entretenir les locaux. Les membres de Mapane FM contribuent de ce fait eux-mêmes au paiement de certains coûts fixes, à l'instar de la connexion internet Wifi et de l'entretien des climatiseurs. Les animateurs, en fonction de leur situation économique personnelle, n'ont ainsi pas toujours les moyens de venir à la radio ou de manger le midi. J'ai ainsi parfois été sollicité pour financer le trajet en taxi des animateurs ou pour leur offrir un repas. Il existe des disparités entre les membres, en fonction du fait qu'ils exercent un ou plusieurs autres emplois en dehors de la radio¹⁹ ou de leur situation familiale. Bien plus qu'un simple passe-temps mené en parallèle d'une éventuelle profession rémunératrice économiquement, l'investissement est mené parce qu'il permet aux acteurs d'obtenir une formation au journalisme par la pratique, alors qu'aucune formation universitaire au journalisme n'existe au Gabon à ce jour. Elle représente ainsi parfois un lieu de reconversion professionnelle pour d'anciens rappeurs n'ayant pas connu le succès escompté ou encore un tremplin pour ceux qui espèrent un poste de salarié dans un autre média local.

Selon les membres de Mapane FM, la spécificité de leur radio au sein du paysage médiatique contemporain local²⁰ tient à sa dimension communautaire. La radio se présente comme un média « par et pour le mapane », selon la formule usuelle utilisée par ses membres. Elle défend une affiliation particulièrement intime avec les quartiers pauvres de Libreville, en affirmant notamment n'être pilotée que par des professionnels de la communication (animateurs, techniciens du son, chroniqueurs, journalistes, présentateurs, etc.) issus des quartiers défavorisés de la ville. S'il est vrai que la majeure partie des membres de Mapane FM sont issus des bidonvilles de la capitale gabonaise, rappelons que ces espaces, qui recouvrent par ailleurs une part importante de la ville, abritent des individus au profil sociologique très varié. Notre enquête a ainsi montré que l'écrasante majorité des professionnels de Mapane FM a au moins le baccalauréat, tandis qu'une part significative d'entre eux détient un diplôme universitaire (notamment en sciences humaines). Ils se distinguent donc d'autres habitants des « mapanes » au moins par leur importante dotation en capital scolaire et culturel. C'est d'ailleurs celui-ci qui confère au personnel de la radio sa maîtrise du français hégémonique

¹⁷ Le Parti démocratique gabonais (PDG), auquel appartient Ali Bongo, est la formation politique au pouvoir depuis sa création en 1968. Il fut créé par Omar Bongo Ondimba et demeure le parti dominant de la vie politique locale, et ce malgré l'introduction du multipartisme en 1990.

¹⁸ Pour mesurer l'influence du général sur la radio et, plus précisément, sur la production du discours radiophonique, il conviendrait d'explorer davantage la relation individuelle qu'il entretient avec chacun des membres de la radio. Les données collectées, incomplètes sur cet aspect, ne permettent pas de fournir au lecteur des informations précises à ce sujet. Étant peu présent à la radio et n'ayant pas de pouvoir décisionnel sur la production du contenu radiophonique, il semble que le général influence peu le travail des animateurs au quotidien. Des données complémentaires permettraient de confirmer ou non cette assertion.

¹⁹ Les métiers pratiqués en plus de l'engagement à la radio, qui varie lui aussi selon la disponibilité et les ressources des acteurs, sont très différents les uns des autres : professeurs, agent d'artiste, journaliste dans un autre média, artiste, maçon, etc.

²⁰ Le Gabon compte aujourd'hui une cinquantaine de radios réparties sur son territoire national, dont neuf sont des radios communautaires. Si la majorité des radios gabonaises sont établies à Libreville et émettent leurs programmes en français, d'autres sont basées dans des villes moyennes et proposent des émissions dans les langues locales des régions où elles sont implantées (punu, obamba, etc.).

des classes moyennes et supérieures librevilloises, langue d'expression de la radio. Les programmes sont en effet émis en français, la langue officielle nationale. Si tous les habitants de la capitale l'utilisent au quotidien, tous n'en utilisent pas le même dialecte (au sens sociolinguistique du terme). Une frange des habitants des mapanes, et plus particulièrement les plus jeunes, sont connus pour leur maîtrise du *tolibagando*, une forme d'argot comparable au Nouchi ivoirien, fabriquée à partir du français, de l'anglais, de l'espagnol, mais aussi de langues locales, à l'instar du fang ou du punu. S'il existait à Mapane FM une courte émission d'actualité en *tolibangando*, ce langage semble aujourd'hui ne plus avoir droit de cité à la radio. Ces choix linguistiques ont des implications politiques qui seront discutées dans les pages qui suivent. Les autres langues gabonaises, à l'instar du punu, du fang ou encore du téké, ne sont que très rarement mobilisées à Mapane FM. Elles le sont principalement par les animatrices de la matinale, qui saluent alors parfois au micro les membres d'un groupe ethnique particulier dans leur langue, ou lorsque celles-ci répètent les paroles d'une chanson qui vient d'être jouée à l'antenne.

Revendiquant être la « voix des sans-voix », Mapane FM entend introduire des problématiques et des enjeux relatifs au quotidien des bidonvilles au cœur de l'espace public grâce à ses contenus, quitte à s'instituer en représentante des habitants des quartiers pauvres auprès de la classe politique locale. Se définissant comme un outil neutre de dialogue entre les gouvernants et les gouvernés, elle entend participer au « développement » national et reprend ainsi à son compte la mission de consolidation démocratique revendiquée par de nombreux médias sur le continent africain²¹. Soucieuse de susciter une transformation radicale du monde social, la radio se définit en outre comme un organe de « conscientisation » des auditeurs. Le slogan de Mapane FM, inscrit sur un grand panneau dans les studios de la radio, est à cet égard tout à fait éclairant : « La révolution viendra du mapane ». Ce projet de refonte *a priori* radicale de la société s'appuie sur un programme d'éducation civique radiophonique supposé susciter ladite révolution, et qui se traduit par l'énonciation quotidienne de prescriptions relatives, entre autres²², à l'exercice de la citoyenneté. Ces injonctions morales s'arriment par ailleurs à une conception didactique de la pratique de l'animateur radio, d'ailleurs souvent assimilée à un « éducateur » lors de nos entretiens.

Le projet de transformation sociétal porté par Mapane FM fait écho à l'histoire ancienne de la radio sur le continent qui, investie d'une fonction de modernisation des sociétés dès son importation coloniale, fut conçue comme un outil d'éducation et de mise en discipline des sujets grâce à la diffusion de contenus pédagogiques²³. L'idiome révolutionnaire au cœur de l'identité de la radio fait en outre écho à l'histoire, bien plus récente cette fois, de mouvements dits « citoyens » africains, à l'instar du « Balai citoyen » burkinabé ou du mouvement « Y'en a marre » au Sénégal²⁴. Le recours à ce langage politique s'inscrit ainsi dans une histoire locale, celle de la mobilisation du RJPG dont Mapane FM est l'héritière, mais aussi dans une histoire régionale de mouvements citoyens à laquelle le RJPG contribue. Ce mouvement partage en effet de nombreuses caractéristiques avec les mouvements cités plus haut, et notamment avec « Y'en a marre ». Tous deux sont en effet composés pour beaucoup de jeunes hommes, dont certains sont issus des marges urbaines, guidés par des entrepreneurs de mobilisation appartenant aux mondes du rap et de la musique²⁵. De plus, au RJPG comme à « Y'en a marre », l'imaginaire du renouveau citoyen est omniprésent dans les discours et les pratiques des acteurs. Les deux mouvements organisent des campagnes de sensibilisation au vote lors des élections et promeuvent la figure d'un citoyen engagé, conscient de ses droits et devoirs envers l'État²⁶. La révolution proclamée dans les deux cas désigne alors une transformation sociétale impulsée par le vote et non par la violence, selon une logique qui valorise les modes légitimes d'organisation du politique telles que les élections. En outre, on observe dans les deux cas l'usage de techniques de mobilisation qui procèdent par

²¹ Howley, 2013.

²² Ces prescriptions morales sont aussi relatives à la religion, aux normes de genre ou encore aux relations entre les jeunes et leurs aînés.

²³ Brisset-Foucault, 2016a ; Grabli, 2019.

²⁴ Banégas, 2016.

²⁵ Awenengo Dalberto, 2012, pp. 6 et 7.

²⁶ *Ibid.*

réappropriation d'éléments des cultures urbaines dakaroises ou librevilloises – c'est tout à fait le cas au RJPG, dont les figures de proue, tel que M. Ayouné, *alias* le « Général du mapane », ont tout à fait réinvesti des catégories d'identification urbaine, tel que le terme « mapane », pour mobiliser les jeunes. Il est d'ailleurs important de noter que le RJPG n'était pas le seul mouvement citoyen puisqu'il coexistait avec d'autres, dont le collectif aujourd'hui dissout « La voix du mapane » ou le « collectif des jeunes des mapanes des États-Unis d'Akébé ».

La rhétorique du RJPG, appelant à la fabrique d'un citoyen et patriote gabonais nouveau selon un modèle observé dans d'autres pays, est en partie réactualisée aujourd'hui à la radio, notamment par les membres les plus anciens du média, et par celles et ceux qui sont proches des milieux musicaux et du rap gabonais.

Contextualisation : une histoire politique des médias et de la radio au Gabon

Dès son introduction au Gabon en novembre 1959, quelques mois avant l'indépendance proclamée le 17 août 1960, la radio est intégrée à un dispositif de mise en scène des détenteurs de l'autorité publique²⁷. Radio-Gabon, qui est un média public d'État fondé à cette époque, devient alors un outil à travers lequel le premier président du pays, Léon M'ba, s'adresse à l'ensemble des citoyens, mais aussi *via* lequel s'opère un processus de construction du mythe de l'unité nationale²⁸. Durant la période de parti unique, de 1968 à 1990, la majorité des médias glorifie la figure présidentielle d'Omar Bongo et fait l'objet d'un strict contrôle en termes de contenu²⁹. En 1990, le « renouveau démocratique » consécutif à la conférence nationale de la même année aboutit à une libéralisation des médias, qui se multiplient, puis à la création d'institutions étatiques consacrées à leur gestion, à l'image du Conseil national de la communication, aujourd'hui devenu la HAC, censée veiller au respect du principe de liberté d'expression nouvellement entériné³⁰. Dans ce contexte, les journalistes se définissent progressivement comme des « contre-pouvoirs », de véritables animateurs du débat démocratique dont les positionnements sont modelés autant par de nouveaux formats médiatiques – presse d'opinion, émissions participatives à la radio, etc. – que par la structuration du champ politique multipartite³¹. De nombreux médias, à l'instar de *La Griffé* et de Radio Soleil, sont financés par des partis d'opposition au régime d'Omar Bongo³².

Si l'espace médiatique de contestation s'est élargi dès les années 1990, ce champ demeure aujourd'hui encadré par des modes autoritaires de gouvernement qui limitent le pluralisme politique, notamment *via* une stricte régulation des critiques émises à l'encontre des membres du parti majoritaire, le PDG. Le contrôle du dissensus médiatique s'opère autant à travers le recours à des dispositifs institutionnels et juridiques que par les organes de répression. Si les arrestations et les intimidations extrajudiciaires sont fréquentes au Gabon³³, les journalistes sont aussi susceptibles d'être incarcérés en vertu d'un Code de la communication particulièrement restrictif introduit dès 2016³⁴. Le « manque de professionnalisme », une catégorisation au demeurant relativement floue, est ainsi souvent invoqué pour endiguer les critiques à l'encontre du personnel politique, et notamment du président de la République. Ce qui justifie la suspension, parfois pendant plusieurs mois, de publications locales³⁵. Si les journalistes et les présentateurs d'émission peuvent

²⁷ Sabi Djaboudi, 2017.

²⁸ Aterianus-Owanga, 2019.

²⁹ Sabi Djaboudi, 2017.

³⁰ Delsione Ovoundaga et al., 2018.

³¹ Frère, 2015.

³² Frère, 2005.

³³ Reporters sans frontières, « Raid et vagues d'arrestations dans les rédactions de deux journaux », Reporters sans frontières, 4 novembre 2016, URL : <http://rsf.org/fr/actualites/raid-et-vagues-darrestations-dans-les-redactions-de-deux-journaux> (consulté le 13 novembre 2021).

³⁴ Les journalistes sont toutefois inégaux face à la répression. Ceux ayant de nombreuses relations au sein de l'espace politique sont en effet bien moins susceptibles d'être emprisonnés que leurs collègues au capital social réduit. Leur relation de proximité avec le parti confère en effet aux premiers une certaine protection et ils peuvent, par exemple, sortir de garde à vue seulement quelques heures après leur interpellation.

³⁵ Par exemple, en novembre 2018, la HAC infligeait 3 mois de suspension au journal *L'Aube* et 6 autres à son rédacteur en chef pour avoir publié des articles à propos de la santé du président de la République après son accident vasculaire cérébral. L'état de santé d'Ali Bongo était

commenter l'actualité politique locale, ils doivent le faire uniquement selon des registres de la critique prescrits par le champ politique³⁶. Ces derniers peuvent ainsi évaluer la conduite de politiques publiques en réemployant des catégories issues de l'espace politique (redistribution des richesses, égalité des chances, sécurité nationale, etc.), mais ne peuvent remettre fondamentalement en question l'ordre en discutant la nature même de la relation entre gouvernants et gouvernés.

Les répertoires de la critique faisant l'objet d'une censure accrue sont ceux qui associent l'exercice du pouvoir à des pratiques considérées comme hautement déviantes et transgressives, à l'instar de la corruption³⁷ ou des crimes rituels³⁸. Ces thèmes sont proscrits parce qu'ils charrient des représentations qui diabolisent les élites politiques et décrivent un mode de gouvernement anti-démocratique, népotique et arbitraire. Toutefois, si les journalistes adoptent les registres acceptés de la critique, ce n'est pas seulement par dépit, mais aussi parce qu'ils y adhèrent, au nom d'une éthique professionnelle. Leur socialisation professionnelle les pousse en effet à reproduire certains canons de la critique promus par les instances gouvernementales, à l'instar de la HAC.

Les mécanismes de musellement des médias se logent en outre dans les circuits administratifs de l'État. Les ressources nécessaires au travail journalistique octroyées par l'État (subvention, autorisation à la publication, salaires, etc.) font l'objet de transactions selon une logique qui dissuade les journalistes de critiquer le personnel politique. L'obtention d'une subvention délivrée par l'État est par exemple conditionnée au soutien ostentatoire d'un membre de la classe politique par le média requérant l'aide financière. Comme l'explique, lors de notre entretien, Édouard, rédacteur en chef d'un média local : « On donne une subvention en fonction du visage³⁹ ». Les acteurs dénoncent ainsi la logique selon laquelle l'affiliation politique détermine l'accès aux ressources étatiques, bien qu'ils soient contraints de s'y plier. Les structures médiatiques, qui sont souvent dans l'impossibilité d'offrir un salaire régulier à leurs employés, ont en effet un besoin vital de ces ressources, grâce auxquelles elles peuvent par ailleurs entretenir leurs locaux ou bien financer des reportages. À Mapane FM, la recherche continue de financements publics encourage la formulation à l'antenne d'un ensemble de formules qui suggèrent la dévotion du personnel de la radio envers les autorités. Les animateurs s'appliquent dès lors quotidiennement à performer un soutien constant au personnel politique. Tom déclare au début de chaque émission sur un ton enjoué : « Le président, bien câblé, écoute aussi Mapane FM », suggérant une relation complice et de confiance avec le corps politique. Les journalistes s'insèrent ainsi dans une relation de dépendance vis-à-vis du champ politique, ce qui n'est pas sans incidence sur le langage révolutionnaire de la radio.

PRENDRE LE MICRO « DANS UNE DICTATURE QUI NE DIT PAS SON NOM » : IMAGINAIRES DU POUVOIR ET MECANISMES POLITIQUES DE L'AUTOCENSURE

Face à la difficulté méthodologique d'obtenir des informations sur les dispositifs institutionnels de la censure (licenciement, emprisonnement, suspension de salaire, etc.), je m'appuie dans cette partie sur l'analyse de l'expérience du contrôle médiatique depuis les subjectivités des journalistes⁴⁰.

en effet un thème particulièrement sensible. Son évocation dans les médias allait souvent de pair avec la description des techniques déployées par l'exécutif pour conserver le pouvoir, en dépit de l'incapacité du président de gouverner (modifications de la constitution, etc.).

³⁶ Il est toutefois fortement probable que les formes de la censure varient d'un média à l'autre au Gabon.

³⁷ Reporters sans frontières, « Gabon : une édition d'un hebdomadaire retiré des kiosques », Reporters sans frontières, 24 janvier 2020, URL : <https://rsf.org/fr/actualites/gabon-une-edition-dun-hebdomadaire-retire-des-kiosques> (consulté le 13 novembre 2021).

³⁸ Reporters sans frontières, « Tabou des crimes rituels : multiplication des pressions sur les journalistes », Reporters sans frontières, 24 octobre 2012, URL : <https://rsf.org/fr/actualites/tabou-des-crimes-rituels-multiplication-des-pressions-sur-les-journalistes> (consulté le 13 novembre 2021).

³⁹ Citation issue de mon entretien avec Édouard, Libreville, mars 2019.

⁴⁰ Combes et Fillieule, 2011 ; Siméant, 2014 ; Shukan, 2019.

Les modes d'énonciation de la répression médiatique à Mapane FM

Plusieurs animateurs interrogés lors de notre enquête confessent exercer leur métier avec « la peur au ventre ». Décrivant l'animation radio et le journalisme comme des « métiers à risque », beaucoup expriment un sentiment de peur inhérent à la pratique du journalisme, un métier qui les expose directement aux modes autoritaires de l'exercice de la domination politique (corruption, répression, etc.)⁴¹. Or la manière qu'ont les acteurs de décrire leur travail, et notamment les difficultés qu'ils rencontrent dans ce cadre, révèle leurs représentations de l'espace politique plus largement. En puisant dans divers imaginaires locaux du pouvoir, ainsi qu'en s'appuyant sur leur propre expérience professionnelle, les enquêtés tirent diverses conclusions sur l'exercice de la domination dans ce pays d'Afrique centrale. En l'occurrence, le constat amer de l'existence de formes de censure au sein de l'espace médiatique fait par Tamara⁴² la conduit ainsi à qualifier le système politique gabonais de « dictature qui ne dit pas son nom ». Lors des entretiens, le récit des conditions de travail énoncé par les acteurs charrie souvent un ensemble complexe de représentations quant à l'exercice du pouvoir politique au Gabon. Les deux extraits d'entretiens suivants, menés respectivement avec Édouard et Maud⁴³, en attestent :

V. : Et vous pensez quoi alors de la suspension de publication de la Haute autorité de la communication contre *Échos du Nord* ?

Édouard : ...La HAC refuse les dénonciations. Pour eux il faut garder certaines choses dans le ventre... tant que c'est pas sur la place publique pour certaines choses. [...] Il faut pas qu'on rende compte de comment les choses se manifestent dans l'ombre⁴⁴.

V. [rebondissant sur les propos de l'interviewée] : Comment ça, « il ne faut pas lever le voile » ?

Maud : Si tu montres tout ce qui se passe en dessous, t'es mort. Y'en a qui ont péri⁴⁵ parce qu'ils ont voulu lever le voile ! Ils ont voulu dire ce qui se passe en dessous. Faut pas faire ça si tu tiens à ta vie⁴⁶.

Ce qui m'intéresse plus particulièrement ici est l'idée, souvent réitérée lors des entretiens, du caractère secret d'un pouvoir, et plus précisément du caractère secret des pratiques de ceux qui le détiennent. Pour les enquêtés, les modes effectifs de l'exercice du pouvoir, incarnés autant par des formes de cooptation et de corruption que par des transactions occultes⁴⁷, sont dissimulés derrière un voile institutionnel et juridique⁴⁸. Après tout, comme le soutient Maud : « C'est censé être un pays démocratique, mais c'est surtout dans l'écriture⁴⁹ ». Cette affirmation est corroborée par Yannick⁵⁰, qui parle, lui, d'une démocratie « sur le papier », et par Charlotte⁵¹, qui qualifie la constitution gabonaise de « décoration ». Selon les propos recueillis, la politique est ainsi plus largement décrite comme « l'art du mensonge » et le régime gabonais

⁴¹ Nombre d'entre eux ont d'ailleurs fait les frais de la violence de l'État dans le cadre de leur travail, que ce soit à Mapane FM ou dans un autre média. La journaliste Maud, ex-animatrice à Mapane FM d'environ 40 ans qui travaille aujourd'hui sur une chaîne de télévision publique, avait été licenciée après avoir diffusé une émission jugée trop critique par sa direction. Elle travaillait alors dans une radio située dans une ville moyenne du Gabon. Elle m'a en outre confié avoir fait un bref séjour en prison à la suite de la publication d'une tribune dans un journal d'opposition à laquelle elle a pris part.

⁴² Tamara est une animatrice de Mapane FM rencontrée lors de notre premier terrain le 31 mars 2019.

⁴³ Maud est une ex-animatrice de Mapane FM d'environ 40 ans rencontrée, puis interviewée à Mapane FM par nos soins alors qu'elle venait rendre visite à ses anciens collègues.

⁴⁴ Entretien avec Édouard, Libreville, mars 2019.

⁴⁵ Reporters sans frontières dénonce régulièrement les intimidations et les menaces de mort dont font l'objet les journalistes au Gabon. C'est le cas d'un journaliste d'investigation gabonais réfugié au Cameroun qui affirme avoir été menacé par Félicien Moudionzo, directeur du cabinet adjoint du président de l'Assemblée nationale à Libreville et sénateur, suite à la publication d'un article sur les crimes rituels. Voir Reporters sans frontières, « Un journaliste d'investigation gabonais est victime des menaces de mort », Ifex, 12 janvier 2015, URL : <https://ifex.org/fr/un-journaliste-dinvestigation-gabonais-est-victime-des-menaces-de-mort/> (consulté le 13 novembre 2021).

⁴⁶ Entretien avec Maud, Libreville, mars 2020.

⁴⁷ Au Gabon, la politique est historiquement associée à la sorcellerie, ainsi qu'à diverses pratiques de l'occulte, voir Tonda, 2005 ; Bernault, 2019. Cela se manifeste dans la période contemporaine par la diffusion de rumeurs selon lesquelles les politiciens renforceraient leur puissance politique grâce à des rituels magiques, entre autres.

⁴⁸ Ces considérations sont loin d'être le fait uniquement des journalistes et sont partagées par beaucoup de personnes rencontrées durant nos nombreux séjours au Gabon.

⁴⁹ Entretien avec Maud, Libreville, mars 2020.

⁵⁰ Yannick est un animateur professionnel d'environ 35 ans rencontré, puis interviewé le jour même alors qu'il venait à Mapane FM pour y obtenir du travail. Il a finalement décidé de ne pas y travailler du fait de l'absence de salaire.

⁵¹ Charlotte est une animatrice à Mapane FM d'environ 25 ans. Elle est chroniqueuse pour la matinale de la radio.

comme une « gabegie qui ne dit pas son nom » (expression de Tamara). Les interviewées, décrivant un mode de gouvernement fondé sur le recours à la tromperie et à d'innombrables procédés de travestissement des pratiques effectives du pouvoir, dépeignent ainsi une situation autoritaire assimilable à un véritable « régime du faux⁵² ».

Ce schème du régime du faux n'est pas l'apanage des journalistes. L'absence du président pour des raisons de santé lors de mon premier terrain suscita de nombreuses rumeurs parmi l'ensemble des Gabonais, qui reprirent cette idée de la falsification du réel comme mode de gouvernement. Alors qu'Ali Bongo apparaissait diminué à la télévision quelques semaines après son accident vasculaire cérébral, des vidéos diffusées *via* WhatsApp affirmaient que l'homme à l'écran n'était qu'une « marionnette » ressemblant au vrai président. Ce « pantin » aurait alors été déployé par une oligarchie à la solde de la France tapie dans l'ombre⁵³.

La thématique du simulacre renvoie à une manière d'appréhender les relations de pouvoir selon une opposition entre le visible et de l'invisible, très puissante au Gabon. Elle oppose ceux qui ne voient rien, ou qui s'efforcent de voir, souvent en vain (les gouvernés), à ceux dont on suppose l'omniscience et qui, donc, voient tout (les gouvernants), et exprime ainsi l'impuissance ressentie par les premiers face aux seconds. Cet imaginaire révèle par ailleurs en négatif les conditions de félicité de la relation entre gouvernants et gouvernés : transparence, respect des institutions démocratiques, application effective du principe de liberté d'expression, etc. Le répertoire du faux représente dès lors aussi un registre de la critique qui assimile l'exercice du pouvoir à une transgression morale des principes démocratiques entérinés par le régime. Ce dont atteste notre entretien avec Yannick :

V. : Mais le Gabon c'est une démocratie, non ? Il y a une constitution, etc.

Y. : Aujourd'hui, la démocratie, c'est sur le papier. Car il y a la lettre et l'esprit de la lettre. C'est l'application qui compte. Il ne respecte pas ce qu'il a écrit. Si tu ne respectes pas ta parole, comment te faire confiance ? Comment tu veux qu'on te respecte ? La valeur d'un homme se caractérise par sa parole. Alors les gens te regardent avec respect. Les gens au pouvoir ne respectent pas leur parole, pire encore pour celui qui est à la tête [le président, qui n'est jamais nommé explicitement dans les entretiens]⁵⁴.

Le registre perceptif renvoie donc à des considérations générales à propos des modalités du contrat politique qui unit gouvernants et gouvernés. Bien que les représentations de l'occulte y occupent une place importante, en imputant aux élites l'utilisation secrète de la magie noire, j'y observe par ailleurs le poids d'autres matrices morales du pouvoir, généralement moins mises en avant par les analystes du politique au Gabon, à l'image de ces principes qui dessinent la figure du bon dirigeant selon des critères de transparence, de responsabilité devant le peuple qui accorde sa confiance et de conformité aux règles formelles du jeu politique⁵⁵.

Cependant, de la même manière que le religieux ne peut être réduit à un langage qui ne ferait qu'exprimer métaphoriquement des phénomènes sociaux qui le dépasseraient⁵⁶, le répertoire du faux ne se contente pas de retraduire des rapports de force préexistants dans un langage vernaculaire. Cherchant à éviter une analyse exclusivement symboliste de l'imaginaire du faux, je le comprends comme un mode à part entière de production de relations de pouvoir et de pratiques professionnelles⁵⁷. Il s'agit d'examiner dès lors non pas uniquement les pratiques discursives déployées par les acteurs en référence à l'occulte, ni leurs

⁵² Mentionné par Florence Bernault (2018) « Régime du faux et résistance, le Gabon d'Ali Bongo », *The Conversation*, 21 décembre, URL : <https://theconversation.com/regime-du-faux-et-resistance-le-gabon-dali-bongo-109033> (consulté le 12/11/2021), dans un article de presse à propos du Gabon, le régime du faux est ici systématisé pour éclairer un imaginaire politique fondé sur la notion de simulacre politique, soit un dispositif de domination qui n'a que l'apparence de ce qu'il prétend représenter, en l'occurrence une démocratie.

⁵³ Au-delà de vidéos partagées par les réseaux sociaux, ces allégations ont par exemple aussi été reprises par des membres de partis d'opposition au régime. Voir par exemple Gabon Review, « Pour la CNR, "le 17 août a confirmé l'incapacité d'Ali Bongo à diriger le Gabon" », *Libreville.com*, 23 août 2019, URL : <http://news.alibreville.com/h/90765.html> (consulté le 13 novembre 2021).

⁵⁴ Entretien avec Yannick, Libreville, mars 2020.

⁵⁵ Si de nombreux auteurs ont souligné la prégnance des catégories de l'occulte dans l'appréhension des relations de domination, celles-ci semblent donc en réalité procéder par hybridation avec d'autres normes politiques auxquels les acteurs ont progressivement été socialisés.

⁵⁶ Marshall-Fratani et Péclard, 2002.

⁵⁷ Marshall, 2009 ; Fancello, 2015.

représentations, mais bien un ensemble de pratiques, et plus particulièrement de techniques qui en découlent et qui structurent un rapport professionnel singulier au politique.

« Nos yeux sont attentifs » : les ressorts de la production d'un rapport politique au travail

L'idée de la tromperie comme technique de gouvernement contribue à construire un rapport social au politique structuré par la « méfiance » ou la « vigilance », des termes fréquemment employés par les animateurs pour définir leur relation vis-à-vis de l'espace institué du politique. L'impression permanente d'être confronté à une « dictature qui ne dit pas son nom », qui épie et écoute les journalistes pousse ces derniers à adopter une suspicion permanente à l'égard du champ politique et de son personnel. Les animateurs interrogés valorisent de ce fait la détention d'un esprit critique défini par la capacité à reconnaître les faux-semblants du pouvoir. Dans cette perspective, l'animateur Tom parle plus spécifiquement des journalistes comme de « l'œil de la société ». Si cette expression rappelle le principe d'objectivité tel qu'il est valorisé par de nombreuses cultures médiatiques, elle revêt en outre une connotation singulière dans le contexte gabonais. L'organe oculaire représente en effet dans des cultes locaux le canal d'accès à un univers parallèle en deçà du monde visible⁵⁸. La vision initiée, celle du sorcier, est ainsi associée à la capacité de percevoir ce que les autres ne peuvent voir, soit le monde des esprits. Dans le cas des animateurs de Mapane FM, l'usage du répertoire de la vision renvoie à la faculté d'identifier, de déceler les pratiques cachées du pouvoir. Ainsi, si les acteurs mobilisent le répertoire du faux pour penser les modes de domination politique, cet imaginaire est ainsi également présent dans les manières qu'ils ont d'énoncer leur propre activité professionnelle : tandis que l'action des élites politiques est pensée en termes de dissimulation, de rétention de secrets ou de travestissement du réel, les animateurs s'énoncent eux sur le mode du discernement et du dévoilement. Les animateurs se présentent en effet comme étant capables de percer à jour les supercheries et les dispositifs trompeurs du politique, et donc de voir ce que les autres ne peuvent voir. C'est cette capacité de discernement qui leur permet de légitimement se revendiquer comme des éducateurs auprès des auditeurs, caractérisés eux au contraire par leur ignorance et leur cécité face à ce « théâtre des ombres⁵⁹ » que représente l'espace politique. Cette faculté de pouvoir discerner le vrai du faux se traduit par des formes d'autocensure inscrites dans un ensemble de pratiques professionnelles déployées quotidiennement à la radio.

Bien que ce rapport de méfiance soit effectivement fondé sur une perception négative du monde politique, il ne suppose pas pour autant sa contestation ouverte par les acteurs. Il cohabite avec ce dernier et participe à la production de pratiques d'autocensure en encourageant la discrétion, la précaution lors de la prise de parole à l'antenne. Il s'agit en effet moins de déceler les stratagèmes du pouvoir pour les dévoiler au grand jour que de savoir les repérer à titre individuel, pour mieux les parer⁶⁰. Mettant l'accent sur l'observation et la prudence face à un espace politique trompeur, les acteurs soulignent la nécessité de rester discrets. Cela passe notamment par la rétention de ses opinions politiques personnelles. Tandis que Tamara se définit comme un « soldat têtue, mais tout au fond », Fabrice préfère « rester caché » et « ne pas se révéler ». Parfait, quant à lui, dit préférer conserver son opinion à « huis clos ». Cela s'observe en entretien par un évitement systématique du politique dans de nombreux cas. Ce rapport de méfiance suscite ainsi différentes techniques de soi qui participent de l'autocensure des acteurs, comme l'illustrent ces propos de Yannick relevés en entretien :

Y. : Sous l'ancien président défunt, y avait une espèce de liberté. Tu pouvais dire des choses mais les temps ont bien changé. Aujourd'hui, c'est plus le cas. Quand tu parles, on revient à ce que je disais. Quand tu parles aujourd'hui, faut être vigilant dans tes mots, tes phrases. Ce que tu dis, ça peut être préjudiciable.

V. : Comment être vigilant ?

⁵⁸ Mary, 1983 ; Bonhomme, 2005.

⁵⁹ Expression relevée lors d'un entretien avec un ancien membre de la police gabonaise.

⁶⁰ Sur le rapport au dévoilement des journalistes dans d'autres contextes africains, voir Vokes, 2007.

Y. : Je m'entends parler. Vigilants dans les mots que tu fais sortir de ta bouche⁶¹.

Le principe de méfiance préconisé par les animateurs est souvent exprimé lors des entretiens par le recours au répertoire du corps *via* lequel sont énoncées les manières de travailler déployées par les acteurs. Ce lexique corporel, qui laisse une place importante aux organes sensoriels du visage (yeux, oreilles, etc.), rappelle en outre que les relations de pouvoir sont vécues selon un jeu de perception et d'identification entre ceux qui voient tout (mais aussi entendent et sentent tout) et les autres. Dans les entretiens, le recours aux organes de la perception (les oreilles, la bouche et les yeux) dans les manières de discuter du politique est omniprésent, pas seulement parmi les membres de la radio. Si les recherches africanistes contemporaines ont souligné la prégnance du ventre dans les imaginaires politiques en Afrique centrale ou occidentale, j'ai été frappé lors des entretiens par le recours aux organes du visage, et notamment les yeux. Tamara exposait ainsi sa devise pour réussir dans le monde de la communication et du journalisme au Gabon : « Les yeux ouverts, les oreilles ouvertes, la bouche fermée⁶² ». Elle réitère ici la nécessité de demeurer alerte et attentif en tant qu'animateur, tout en veillant à rester silencieux afin de se préserver. Cette méfiance se manifeste par un ensemble de pratiques opérées au quotidien (évitement du politique, rejet des sujets tabous, etc.) qui sont autant de réflexes dont le maintien organise une autocensure permanente dans la prise de parole à la radio.

Ainsi, lors d'un débat sur le rôle de la police au Gabon durant l'émission Mbolo le Mapane⁶³, les animateurs, qui continuaient à discuter entre eux pendant l'intermède musical, étaient bien plus virulents hors antenne. Ils retiraient alors parfois brutalement leur casque audio, se levaient et exprimaient leur indignation à propos du thème abordé en laissant libre cours à leur colère. Ces moments s'opposaient fortement à ceux où les animateurs étaient audibles par le public, caractérisés au contraire par le contrôle de la voix, la répression des émotions, ainsi que le rejet du registre polémique. Certains mots, à l'instar du terme « corruption », n'étaient alors jamais prononcés par peur de représailles de la part des autorités.

Il serait toutefois réducteur de penser que ces procédés de mise en forme de la critique sont le seul résultat de la peur de la répression. Ils sont en effet aussi le résultat d'un ensemble de principes professionnels qui définissent comment prendre la parole à l'antenne en tant que journaliste et/ou animateur.

ÉDUCATION CIVIQUE ET DEBATS POLITIQUES A LA RADIO : LES ANIMATEURS COMME AUXILIAIRES DE LA DOMINATION POLITIQUE

Si les acteurs développent un rapport de méfiance au politique, leur politisation au travail ne peut être réduite à une relation antagoniste à l'égard des élites au pouvoir. Après tout, les animateurs de Mapane FM se présentent comme les promoteurs d'une « révolution des consciences citoyennes » par la radio. Formulée en termes « d'accompagnement » des dirigeants, leur pratique professionnelle semble dès lors s'articuler au champ politique bien plus qu'elle ne s'y oppose, si bien que les acteurs s'instituent en véritables auxiliaires de ce champ dont ils contribuent à perpétuer la domination.

Mettre les mots au service de la Nation

Lors des entretiens, les acteurs défendent l'idée que la langue a un pouvoir intrinsèque. Son utilisation peut dès lors être mise au service de la communauté dans une optique de fabrique de l'identité de groupe. Léo, l'animateur d'une revue satirique sur la vie politique locale à Mapane FM, expliquait ainsi : « Moi je prends cela [l'humour] comme une arme. Mais pas à destruction massive... mais à réunification massive. C'est-à-dire qui réunit les pensées⁶⁴ ». Ces propos font écho à une opposition avec d'autres usages des médias,

⁶¹ Entretien avec Yannick, Libreville, mars 2020.

⁶² Entretien avec Tamara, Libreville, février 2020.

⁶³ « Mbolo » signifie « bonjour » en fang, la langue du groupe ethnique majoritaire au Gabon.

⁶⁴ Entretien avec Léo, Libreville, février 2019.

vilipendés par le personnel de la radio, à l'instar de la désinformation et de la propagande, qui sont eux associés à la destruction du lien social. Malgré le fait que les mots soient décrits comme des « armes », une expression courante dans les entretiens, qui souligne au demeurant la force inhérente qu'on leur infère, ils revêtent une fonction de consolidation de cette entité collective que représente la nation gabonaise.

Les usages du terme « mapane » à l'antenne sont ici tout à fait éclairants. Cette catégorie d'identification spatiale a cela de commode qu'elle procède par l'effacement des différences individuelles au sein d'une même unité urbaine : le mapane. L'appartenance commune du groupe est dès lors fondée sur le partage d'un même territoire, les bidonvilles de la capitale, voire d'une expérience collective de ces quartiers, indépendamment des clivages qui les traversent (genre, classe sociale, ethnicité, etc.). Les emplois du terme « mapane » semblent, dans certains cas, impliquer aussi des antagonismes sociaux entre les habitants des quartiers précaires, d'une part, et ceux des quartiers huppés de l'autre. C'est en tout cas l'usage que semble en faire « La voix du mapane », un collectif militant aujourd'hui démobilisé mais très actif lors du mouvement de contestation contre la réélection d'Ali Bongo en 2016⁶⁵.

À Mapane FM, si le terme « mapane » renvoie aux espaces paupérisés de la capitale, il est également utilisé par le personnel radio pour désigner les neuf provinces qui composent le Gabon⁶⁶. Les animatrices de Mbolo le Mapane lançaient ainsi en début d'émission : « Bon réveil matinal à tous les neuf grands mapanes du Gabon » et parlaient même du « grand Mapane du Gabon ». Ce discours s'inscrit dans le cadre d'une célébration quotidienne des cultures locales *via* la diffusion de musiques issues des provinces gabonaises. Parler des provinces comme autant de mapanes permet d'affirmer leur égalité au sein de ce pays marqué par la peur de la domination fang⁶⁷ et des conflits sociaux ethnicisés observés dans des pays plus ou moins proches (Nigeria, Congo-Brazzaville, Côte d'Ivoire, Rwanda, etc.). Le référent mapane permet ainsi de distinguer des particularismes régionaux, sans pour autant les hiérarchiser, tout en les réinsérant au sein d'une unité territoriale et nationale surplombante : « le grand mapane du Gabon ». Les identifications locales sont dès lors subsumées au sein d'une appartenance nationale gabonaise qui transcende les particularismes locaux, sans pour autant les effacer complètement⁶⁸. Les animatrices reformulent ici, *via* l'usage du mot mapane, la grammaire gouvernementale de l'unité nationale. Il faut dire qu'elles sont toutes membres d'une chorale du genre tradi-moderne historiquement associé à la construction de la nation gabonaise postcoloniale. À partir de la fin des années 1960, Omar Bongo, soucieux d'endiguer l'opposition politique énoncée à partir de registres d'identification ethniques, promeut le développement national à travers l'effacement des particularismes régionaux⁶⁹. Ses apparitions publiques sont alors accompagnées de groupes musicaux du genre trahi-moderne composés des chanteurs issus des 9 provinces qui, en produisant des morceaux dans chacune de leur langue, contribuaient à la mise en scène des valeurs de paix, de cohésion et d'unité intracommunautaires promues par le régime⁷⁰. Les animatrices de Mbolo le Mapane, qui diffusent des morceaux dans les différentes langues des provinces du Gabon dont elles scandent parfois aussi le refrain, s'inscrivent tout à fait dans cette logique de célébration de l'unité nationale par la musique. C'est

⁶⁵ Aterianus-Owanga et Debain, 2016.

⁶⁶ Le Gabon est découpé administrativement en 9 provinces que sont l'Estuaire, la Nyanga, la Ngounié, l'Ogooué-Maritime, l'Ogooué-Lolo, le Moyen-Ogooué, l'Ogooué-Ivindo et le Woleu-Ntem. Ces provinces sont peuplées de groupes ethniques pluriels à l'instar des Fang, des Téké, des Bapunu ou encore des Myéné. Si la langue officielle du pays est le Français, 42 langues sont parlées au sein de ce pays d'environ 2 240 000 habitants (Gardinier et Yates, 2006).

⁶⁷ Les Fang sont le groupe ethnique majoritaire du Gabon. Ces derniers sont, depuis la colonisation, décrits comme un peuple de guerriers puissants dont l'action collective, par les armes ou par les urnes, est susceptible d'ébranler l'équilibre de la nation (Bernault, 2003).

⁶⁸ Il serait intéressant de retracer l'histoire des usages politiques du terme « mapane ». L'autre utilisation qui en a été faite à notre connaissance est celle du mouvement « La voix du mapane » lors des manifestations en réponse à la réélection d'Ali Bongo en 2016. L'utilisation du terme supposait alors un antagonisme entre les habitants des bidonvilles et ceux des quartiers privilégiés de la capitale (Batterie IV, la Sablière) et véhiculait un véritable appel aux puissants à respecter certains contrats de prise en charge du bien-être des habitants des quartiers précaires. C'est bien moins le cas à Mapane FM qui utilise le référent « mapane » moins pour exprimer une opposition entre des groupes sociaux que pour effacer toute tentative de distinction entre les citoyens gabonais.

⁶⁹ Aterianus-Owanga, 2019.

⁷⁰ *Ibid.*

d'autant plus le cas qu'elles le font au sein d'un média dont on a vu en introduction qu'il est historiquement lié, depuis l'indépendance, à la fabrique du mythe nationale⁷¹.

Le référent mapane est donc une catégorie spatiale fluide susceptible d'être articulée à plusieurs échelles géographiques, et dont le recours situationnel permet de construire du collectif en déplaçant les frontières communautaires au niveau urbain, régional ou national. Au-delà de simplement reproduire le discours officiel de l'unité nationale, les acteurs reformulent plutôt une grammaire étatique nationaliste dans des termes du mapane issus de la culture urbaine librevilloise. Cet exemple montre en outre comment un processus d'identification urbaine s'arrime tout à fait à des processus d'identifications culturel, ethnique, régional ou encore national. Si la catégorie « mapane » renvoie effectivement à un espace urbain, elle est utilisée ici pour définir les sujets politiques dans leur rapport à la communauté à laquelle ils appartiennent, au-delà de la simple question urbaine, mais en fonction de différents critères qui procèdent par imbrication (province, nation, etc.).

La fabrique radiophonique du citoyen

Comme l'explique l'animateur Tom⁷² à propos de son émission le « Hip Hop de la République », l'un des programmes phares de la radio, le rap, et plus largement l'ensemble des productions médiatiques et musicales diffusées à la radio sont mis au service du politique. Il déclarait ainsi pendant l'entretien : « Le rap n'a pas vocation à détruire ce qui est politique, il peut l'accompagner dans le bon sens⁷³ ». Tandis que le discours d'unité nationale déployé sous le régime d'Omar Bongo s'appuyait sur la mobilisation de groupes de chant traditionnels, Ali Bongo, dès 2009, sollicite le soutien régulier des rappeurs lors des campagnes électorales⁷⁴. Et si ces derniers sont de véritables figures protestataires qui portent la voix des marges urbaines, ils sont aussi parfois intégrés à des stratégies de légitimation du pouvoir opérées par le Parti démocratique gabonais⁷⁵.

Selon Tom, le rap représente un outil idéal pour s'adresser aux jeunes des quartiers défavorisés de la capitale qui sont, au demeurant, très amateurs de ce genre musical. L'animateur y puise un ensemble de discours dont la diffusion participe, selon lui, à l'éveil des consciences citoyennes. Cet extrait de l'émission du 5 avril 2019 résume bien le projet de Tom :

T. : Donc, si t'es un bon citoyen, faut savoir que tu as des devoirs vis-à-vis de ton pays. Un devoir majoritaire, sinon prioritaire, c'est d'écouter le H 2 la République pour remplir tes obligations vis-à-vis de l'État. Puisque tu réclames que l'État te donne l'école gratuitement au Gabon, tu réclames un certain nombre de choses, mais sache que voter, c'est un devoir patriotique, écouter le H de la République, c'est un devoir patriotique. Donc si tu n'écoutes pas cette émission, t'as un problème avec ta culture générale.

En suggérant que l'écoute du programme est comparable à l'accomplissement d'un devoir civique, Tom assimile la réception active de son émission par les auditeurs à une forme de performance de la citoyenneté. Le H 2 de la République, qui signifie le « Hip Hop de la République », apparaît dès lors comme un instrument de transmission d'un certain nombre de normes relatives à la citoyenneté, dont elle véhicule un idéal précis. Lors de notre entretien, Tom justifiait ainsi le choix du titre de la manière suivante : « Un bon républicain est celui qui respecte les obligations qu'il a vis-à-vis de son État. L'émission fait partie de la République, donc si tu es un bon citoyen, tu écoutes. C'est la métaphore que j'ai choisie⁷⁶ ». L'émission le H 2 de la République renvoie à un mode d'appropriation par les acteurs de l'espace médiatique des règles du jeu politique entérinées par la Conférence nationale en 1990. Dans ce programme, diffusé trois fois par semaine, le rap devient un véritable registre d'énonciation de la vertu civique, soit un répertoire à partir duquel sont

⁷¹ Des recherches supplémentaires permettraient sans doute de voir dans quelle mesure le mythe de l'unité nationale énoncé à la radio *via* le vocable urbain du mapane est comparable à celui du pouvoir.

⁷² Tom est un animateur à Mapane FM d'environ 35 ans. Il présente l'émission le H 2 de la République diffusée trois fois par semaine.

⁷³ Entretien avec Tom, Libreville, mai 2019.

⁷⁴ Aterianus-Owanga, 2012.

⁷⁵ *Ibid.*

⁷⁶ Entretien avec Tom, Libreville, mai 2019.

(re)formulés les principes et les normes de la citoyenneté, le tout dans une démarche pédagogique caractéristique de nombreux médias du continent⁷⁷. Cet usage du rap dans la promotion d'une vertu civique n'est pas sans rappeler d'autres contextes africains marqués eux aussi par l'investissement des rappeurs dans la (re)définition d'un modèle de citoyenneté⁷⁸.

Mettant l'accent sur le respect des règles de droit, ces discours traduisent un modèle de citoyenneté caractérisé par l'exercice de la raison et par la connaissance de l'espace politique, de ses règles et de ses acteurs. Tom promeut l'image de citoyens instruits et éclairés qui optent sciemment pour le candidat de leur choix lors des élections, et non en fonction des denrées qu'ils reçoivent des candidats lors des campagnes électorales.

La dimension « révolutionnaire » du discours de Tom se situe dans l'injonction qu'il formule à rompre radicalement avec un ensemble de pratiques clientélistes qu'il observe durant les scrutins. Les élections au Gabon sont en effet marquées par des phénomènes de marchandisation du vote durant lesquels les candidats tentent de se constituer un électorat en offrant des présents de diverses natures aux électeurs (stylos, t-shirt, télévision, réfrigérateur, chèvre, etc.) Les prescriptions morales de l'animateur renvoient de ce fait à un modèle de sélection du personnel politique fondé sur la réflexion, le débat et la compétition électorale, plutôt que sur l'affiliation ethnique ou le clientélisme. Tom contribue en outre à responsabiliser les sujets en affirmant qu'ils devront composer avec le dirigeant qu'ils élisent, comme l'attestent ses propos tirés de notre entretien :

T. : Les gens ne comprennent pas que le citoyen a des devoirs envers l'État et inversement. Voter, c'est un devoir. Comme on dit : « Qui ne dit rien consent ». Si on refuse d'aller voter, c'est notre problème. C'est le vote qui amène l'État à changer. Si vous vendez votre voix... [exprime la réprobation *via* un signe de tête]. Voter, on vote par conviction. [...] Vous êtes à l'origine de tout ce que vous allez subir⁷⁹.

L'animateur explique que s'il est légitime pour les citoyens de formuler des attentes vis-à-vis des gouvernants, ils se doivent en retour d'accomplir un certain nombre de devoirs. Il réitère ainsi la dimension contractuelle au fondement du principe de représentativité démocratique et contribue à légitimer le mode d'organisation du politique mis en place depuis la Conférence nationale au début des années 1990. La « révolution » à laquelle il appelle est ainsi une révolution citoyenne et non violente, dont l'avènement suppose le respect scrupuleux des canaux formels de règlement des conflits entérinés par le régime, à l'instar des élections. Comme il le rappelle d'ailleurs à chaque début d'émission : « [Quand on parle de] révolution, il s'agit pas de descendre dans la rue et tout casser. Nous, on parle de révolution en termes de prise de conscience ». L'animateur rappelait en outre que l'expression du dissensus politique n'est tolérable que si elle s'exprime sous certaines formes : « Simplement cette rage que j'ai en moi me permet pas de casser ou de faire n'importe quoi que ce soit. Je reste positif, je reste confiant. Parce qu'on vit dans un pays de droit, et le droit doit être respecté » (émission du 5 avril 2019). Ce discours fait écho à la rhétorique réformatrice développée par des mouvements citoyens africains déjà cités (Y'en a marre, Balai citoyen, etc.) et qui, eux aussi, manifestent un fort attachement au droit et aux textes juridiques (notamment à la constitution)⁸⁰.

La « révolution des consciences » est dès lors opposée à celle de la rue selon un discours qui promeut les procédures pacifiées de règlements des conflits préconisés par l'État. C'est d'autant plus le cas que le modèle de citoyenneté qu'il valorise à l'antenne se construit en miroir de la crise post-électorale de 2016. L'élection présidentielle de cette année fut en effet le théâtre d'une contestation populaire d'une grande ampleur alors qu'Ali Bongo était réélu président de la République lors d'un scrutin hautement controversé. Les animateurs, profondément marqués par ces semaines de révolte que l'un d'entre eux compare à une « guerre civile », dévalorisent fortement à l'antenne les répertoires d'action privilégiés par la foule à cette époque : émeute, manifestation, pillage, etc⁸¹. Les auditeurs sont ainsi invités à exprimer leurs doléances à travers le vote, en

⁷⁷ Brisset-Foucault, 2016a.

⁷⁸ Awondo et Manga, 2016.

⁷⁹ Entretien avec Tom, Libreville, mai 2019.

⁸⁰ Cissokho, 2011.

⁸¹ Aterianus-Owanga et Debain, 2016.

mandatant des représentants au sein des institutions politiques spécifiques, à l'image de l'Assemblée nationale, et en suivant les échéances du calendrier électoral, plutôt qu'en exprimant leur opposition au politique par la violence dans la rue. Or, en condamnant ces pratiques protestataires quasi quotidiennement, Tom contribue, lors de son émission, à une mise en discipline des sujets politiques gabonais, qu'il enjoint à respecter scrupuleusement les normes de la civilité électorale, au profit du régime en place.

Cette entreprise de promotion de la vertu civique et de « forclusion de la violence⁸² » coïncide en effet avec les intérêts du PDG, à plusieurs reprises déstabilisé par des mouvements contestataires ayant dans certains cas contribué à l'inflexion de l'exercice même du pouvoir politique⁸³. La délégitimation d'un ensemble de pratiques contestataires, pourtant historiquement inscrites dans les répertoires d'action des Gabonais contre le régime, s'opère en effet au profit de la promotion de procédures formelles plus aisément contrôlables par l'État. La domination du parti au pouvoir s'appuie en effet en partie sur sa participation aux élections, qu'il a d'ailleurs systématiquement remporté depuis sa création en 1967, y compris à partir de 1990 lorsque le multipartisme fut introduit⁸⁴. Les élections incarnent en effet un puissant levier de légitimation du régime, grâce auxquelles il conforte son monopole. Les animateurs de Mapane FM participent de la diffusion d'un ensemble de normes, en l'occurrence civiques, dont la perpétuation favorise la reproduction de l'ordre politique autoritaire.

Critiquer la politique à l'antenne : formes, registre et normes

Selon les animateurs interviewés, la radio offre la possibilité d'un dialogue sain entre gouvernés et gouvernants, dont les journalistes représenteraient des arbitres neutres et impartiaux. Les animateurs de Mapane FM s'imaginent à l'interface des élus et de leurs électeurs, deux pôles qu'ils entendent mettre en relation, notamment *via* l'organisation de débats sur des thèmes relatifs au quotidien des Gabonais. Les débats, compris comme la confrontation des points de vue de divers acteurs réunis autour du plateau, sont décrits comme des dispositifs de réflexion collectifs propices à l'organisation de la vie de la communauté nationale. Cet attachement aux formes collectives de la prise de parole est dû de la socialisation politique des acteurs aux règles du pouvoir associées à la démocratie, un processus durant lequel ils en viennent à considérer les modes délibératifs de discussion comme autant de fondements de l'organisation de la vie de la communauté. À Mapane FM, il s'agit de rendre publiques les difficultés individuelles des habitants de Libreville afin de faire émerger des problèmes collectifs qui requièrent l'intervention des gouvernants : construction d'une route, baisse des prix d'une marchandise, etc. Ainsi, si les animateurs entendent changer la société en s'adressant au citoyen qu'ils souhaitent éduquer, ils organisent la réforme du monde social en s'adressant aussi à la classe dirigeante. La « révolution » dont parle le personnel est donc aussi une révolution dans les manières d'exercer le pouvoir politique. Tom déclarait lors d'un de nos entretiens :

T. : Nous, à travers les médias, nous sommes ceux-là qui accompagnent les dirigeants. On les rappelle à l'ordre quotidiennement dans plusieurs de nos émissions. La liberté d'expression contribue au bon développement⁸⁵.

Décrivant les médias comme le « quatrième pouvoir », en complément des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire, les animateurs interrogés soulignent ici la mission de contrôle de l'exercice de l'autorité politique qu'ils considèrent comme étant la leur. L'expression de « rappel à l'ordre », à plusieurs reprises relevée, est tout à fait éclairante car elle traduit l'un des modes de la critique privilégié par les acteurs : l'évaluation de la performance des élites conformément à « l'ordre », soit en vertu des principes à partir desquels les gouvernants formulent eux-mêmes leurs politiques. Comme c'est dit plus haut, le contrôle médiatique concerne en premier lieu les formes de la critique qui, pour être tolérées, doivent être formulées selon les

⁸² Banégas, 2003.

⁸³ Aterianus-Owanga et Debain, 2016.

⁸⁴ Debain, 2009.

⁸⁵ Entretien avec Tom, Libreville, mai 2019.

lexiques entérinés par la HAC. Prenons par exemple cet extrait de l'émission « Parlons-en⁸⁶ » du 23 avril 2019 :

A. : Arrêtez d'être des dirigeants dans des bureaux. Parce qu'on ne on ne on ne vous met pas là, ce n'est pas vous qui vous venez à cette place-là, non du tout. Que ça soit clair ! C'est le peuple qui vous amène à être là ! Donc vous devez répondre aux revendications et aux attentes du peuple. Quand le peuple n'est pas d'accord, écoutez le peuple et faites en sorte que le peuple soit d'accord en faisant les choses comme il se doit. Voilà, tout simplement. Ce n'est pas en restant dans vos bureaux, vestes, cravates, tranquillement sous la climatisation, que vous allez résoudre les problèmes du Gabonais, je suis désolé. Non, du tout. Parce que la réalité, les problèmes se vivent à l'extérieur. Donc, les solutions aussi se trouveront à l'extérieur, sur le terrain, en allant vers la population et en étant à l'écoute de la population. C'est de là que vous trouverez des so-lu-tions. Ce n'est pas en restant figés dans vos bureaux, et en prenant du poids, non du tout. Venez, écoutez ce peuple-là qui, euh, ils ont besoin d'être écoutés⁸⁷.

Alexandra met ici en regard deux figures antagonistes de la vie politique gabonaise : le dirigeant « de bureau » contre le dirigeant « de terrain ». Le bureau climatisé renvoie ici au confort des conditions de travail du premier, qui dénotent par ailleurs radicalement avec celles des gouvernés. Ainsi, le dirigeant « de bureau » est celui qui, loin de s'enquérir des préoccupations citoyennes, profite surtout de sa position pour s'enrichir. Cette figure repoussoir du « pédégiste⁸⁸ » est opposée à celle du dirigeant de terrain qui, lui, condense les représentations de l'élus modèle. Cette comparaison cristallise un certain nombre d'attentes qui pèsent sur les élites politiques locales et renvoie à un idéal de relation entre les élus et les électeurs fondé sur le dialogue et la proximité. Le politicien « de bureau », déconnecté de l'ensemble de ses sujets, s'oppose à l'homme de terrain, motivé par la satisfaction de ses électeurs qu'il rencontre et dont il connaît les problèmes. La critique d'Alexandra repose ici sur un « rappel à l'ordre » puisqu'elle procède effectivement par réactivation du concept de responsabilité (*accountability*), au principe du pacte qui unit gouvernants et gouvernés dans le Gabon postcolonial. Alors qu'elle rappelle aux dirigeants qu'ils doivent « répondre aux revendications et aux attentes du peuple », Alexandra somme ces derniers de respecter les règles en vertu desquelles ils détiennent leur autorité politique (et elle formule ou reformule ces règles par la même occasion). Si elle mentionne la corruption des élites, elle le fait toutefois de manière brève et discrète, en ayant recours à l'implicite puisqu'elle s'appuie sur une image bien connue des imaginaires sociaux de l'Afrique centrale, la prise de poids et la manducation, qui renvoient à l'accaparement des fonds publics à des fins privées⁸⁹, une manière furtive d'évaluer l'action des gouvernants en utilisant un lexique pourtant proscrit selon une dynamique abordée dans la dernière partie de cet article.

L'énonciation de critiques à la radio suppose le respect d'un certain nombre de règles relatives à la prise de parole médiatique que les animateurs incorporent au long de leur socialisation au travail. Aussi, l'analyse du façonnement de la critique radiophonique, au-delà de l'étude de mécanismes politiques d'autocensures, ne peut faire l'économie d'une description des principes professionnels qui régissent l'expression journalistique. À Mapane FM, comme dans d'autres médias locaux, les intervenants doivent adopter une expression claire, sans fautes de conjugaison ni de grammaire. Aussi, quand bien même les membres de la radio évoqueraient à l'antenne des sujets qui les révoltent personnellement (inégalités économiques, corruption dans la police, etc.), leur prise de parole doit privilégier le genre du conseil ou de la question auprès des autorités, plutôt que celui de la dénonciation virulente ou de l'affirmation péremptoire. Autant de normes linguistiques strictes qui valorisent finalement des manières de parler associées aux classes supérieures de Libreville. Mapane FM est d'ailleurs présentée par le personnel comme un espace de discussion caractérisé par le calme et le raffinement dans l'expression, en opposition à la rue librevilloise associée au bruit et au désordre. Affirmant que le média était écouté par des « leaders » ou encore des

⁸⁶ « Parlons-en » est une émission de débat à propos de thèmes relatifs à l'actualité sociale, politique et économique. L'animatrice, Alexandra, responsable de programmation d'environ 45 ans, y présente pendant quelques minutes la thématique du jour avant d'inviter les auditeurs à participer à la discussion *via* SMS ou en appelant l'antenne.

⁸⁷ Cette tirade d'Alexandra intervient lors d'une émission dédiée à l'organisation d'un dialogue entre les syndicats et le gouvernement. L'animatrice interrogeait alors le bien-fondé de ce type de rencontre pour parvenir à des règlements de conflits relatifs au monde du travail.

⁸⁸ Ce terme est employé pour désigner de manière péjorative les membres du PDG.

⁸⁹ Bayart, 1989.

« responsables », l'animateur Frédérique⁹⁰ confiait d'ailleurs que, « quand on écoute Mapane FM, c'est comme boire du champagne, c'est pas un luxe, mais c'est un plaisir⁹¹ ». Cette association de la radio aux élites économiques s'inscrit dans une stratégie de distinction sociale des membres du média qui, malgré leur association aux bidonvilles, tentent de s'en dissocier, en valorisant notamment l'usage du français hégémonique tel qu'il est parlé dans les quartiers huppés de la capitale.

Ces normes linguistiques proscrivent tout particulièrement les propos à caractère sexuel ou qui mentionnent des organes génitaux. Comme le stipule l'article 2-4 du règlement intérieur de Mapane FM, placardé dans la salle d'accueil, « le titulaire veille dans son programme : à ne pas inciter à des pratiques ou comportements délinquants ou inciviques ». Or cette moralisation de la langue restreint l'expression de la critique politique populaire qui, dans divers contextes africains postcoloniaux, passe justement parfois par la mobilisation d'images et d'expressions dites vulgaires liées à la sexualité ou au corps⁹². J'ai d'ailleurs observé comment les animateurs opèrent un filtrage des SMS qu'ils reçoivent des auditeurs selon des critères linguistiques et moraux. Lors de l'émission « Parlons-en » du 23 avril 2019, Alexandra refusait de lire certains messages qualifiant le président de « gay » ou encore de « pédé ». Ignorés par l'animatrice, ces termes s'inscrivent pourtant dans le registre de l'homophobie populaire, soit un répertoire à travers lequel les Gabonais apprécient les inégalités économiques qui traversent le pays⁹³. Les normes de civilité orales entérinées par Mapane FM excluent ainsi certains registres populaires de disqualification des élites politiques, au profit d'idiomes hégémoniques du parler politique. La censure est donc ici le résultat de l'action délibérée des animateurs de la radio qui hiérarchisent des genres discursifs de l'expression politique. Ces normes linguistiques et professionnelles promues activement par le personnel de la radio semblent coïncider avec les objectifs de l'État qui tente précisément d'encadrer strictement les discours critiques à l'encontre de son personnel.

Les animateurs promeuvent en effet certains idiomes de la critique politique privilégiés par le champ politique en vertu de considérations professionnelles et sociales qui sont propres à leur champ. Il aurait été intéressant de voir dans quelle mesure les bailleurs des médias ou les organisations internationales, à l'instar de l'Unesco⁹⁴, contribuent à cette discipline du langage.

ETHOS PROFESSIONNEL ET MODES DE POLITISATION DES ANIMATEURS RADIO EN SITUATION AUTORITAIRE

Je tente ici de rendre compte de l'ambivalence du rapport professionnel au politique qui caractérise les animateurs de Mapane FM. Pour ce faire, j'explore tout d'abord les conceptions émiques des termes « politique » et « travail ». Cela permettra de mettre en lumière des pratiques de (dé)politisation du travail, et plus largement d'explorer des dynamiques de qualification du social constitutives du métier d'animateur radio. La (re)construction de frontières distinctes entre le « professionnel » et le « politique » apparaît ainsi comme une ressource dont disposent au quotidien les acteurs pour négocier un ordre autoritaire qu'ils contribuent par ailleurs à reproduire.

Une dépolitisation sur le mode de la scissiparité : « travailler n'est pas tuer »

Comme nous l'avons déjà souligné plus haut, pour les journalistes gabonais, l'espace institué du politique incarne aussi bien un danger qui suscite la méfiance qu'un champ d'attribution de ressources, notamment

⁹⁰ Frédérique est un animateur d'environ 35 ans responsable d'une émission musicale religieuse à Mapane FM.

⁹¹ Entretien avec Frédérique, Libreville, mars 2020.

⁹² Toulabor, 1981 ; Mbembe, 1992, 337.

⁹³ Aterianus-Owanga, 2012.

⁹⁴ L'Unesco a été l'un des bailleurs de Mapane FM lorsque la radio vit le jour. Je n'ai cependant pas pu obtenir d'informations sur ce partenariat ancien, aucun membre actuel du média ne travaillant à Mapane FM à l'époque.

économiques. Dans un contexte de précarité professionnelle, le fait de travailler avec un élu offre un accès à une manne financière aussi rare que précieuse. C'est ce que sous-entend Édouard lorsqu'il affirme pendant notre entretien que « l'éthique ne se mange pas⁹⁵ ». Il souligne ainsi que le respect scrupuleux des principes déontologiques de son métier promus par l'ensemble des acteurs du champ médiatique, au premier rang desquels se trouvent la neutralité politique et l'objectivité, prive potentiellement les journalistes de revenus.

Deux animateurs rencontrés à Mapane FM ont ainsi collaboré avec les membres du PDG, un parti qu'ils critiquent pourtant de manière véhémente lors de notre entretien, mais dont ils ne peuvent se passer alors qu'une grande majorité des journalistes gabonais ont du mal à obtenir un salaire régulier⁹⁶. Tandis que l'une est la communicante officielle d'une des membres de la famille Bongo, l'autre assure la publicité d'événements philanthropiques menés par le fils du directeur de cabinet de l'actuel président. Afin de comprendre la nature des relations qu'entretiennent les acteurs médiatiques avec des hommes du PDG, il convient de les réinsérer dans un tissu de relations de pouvoir et d'interdépendance au sein duquel ils négocient une marge de manœuvre⁹⁷. À Mapane FM, aucun des membres rencontrés ne perçoit un salaire pour le travail effectué à la radio, qu'ils soient animateurs, techniciens ou membre de l'administration. Dans cette perspective, ils déploient un ethos professionnel fondé sur la débrouille, caractéristique de nombreux travailleurs, informels ou non, du continent⁹⁸. Valorisant la polyvalence et l'adaptation, ils saisissent toutes les opportunités qui se présentent à eux afin de percevoir une rétribution financière, quitte à travailler avec le PDG. Pour autant, et malgré ces engagements professionnels avec le parti dominant, les acteurs restent critiques vis-à-vis d'un espace politique dont ils se méfient constamment. Je m'intéresse ici moins aux ressorts et aux transactions entre les sphères médiatiques et politiques qu'aux manières qu'ont les acteurs de composer avec leurs idéaux moraux lorsqu'ils travaillent avec la classe politique. Comment les individus justifient-ils de travailler avec une classe politique dont ils méprisent certains membres ? C'est la question que je posais lors de notre entretien à Yannick, qui assure la communication autour d'œuvres philanthropiques menées par Nouredine Bongo, directeur de cabinet de son père, Ali Bongo :

V. : Et ça te fait pas bizarre de travailler pour le PDG ?

Y. : [D'un ton ferme et assuré] Je travaille pas pour le PDG, c'est une entité morale. Moi, je travaille pour Nouredine Bongo, une entité physique. Je suis pas là en tant que citoyen, je suis là en tant que professionnel. C'est un travail que je fais, je suis là pour mes compétences. Si on me demande mon avis de citoyen, je leur dis « politiquement, je partage pas vos idées ». J'ai été sollicité professionnellement.

V. : Le travail, c'est politique pour toi ?

Y. : Non. Si le diable t'appelle pour travailler, il ne t'a pas appelé pour tuer. On a toujours le choix⁹⁹.

La distinction claire des frontières entre les domaines politiques et professionnels et, par extension, la dépolitisation de l'activité de travail joue ici un rôle clef. L'ensemble de l'équipe de la radio y a en réalité recours pour justifier de travailler avec le général du mapane. Ils déclarent ainsi séparer l'individu de la figure politique, un procédé qui leur permet de justifier auprès de moi leur collaboration professionnelle avec le général, une figure controversée de la vie politique locale. On retrouve en tout cas ce même procédé chez Yannick, qui travaille, lui, directement pour la famille Bongo en tant que communicant.

Si elle fait écho à certaines représentations négatives à l'encontre du personnel politique, comme l'illustre la référence au malin, la métaphore qu'il emploie rend par ailleurs compte des critères et des procédés mobilisés par les acteurs pour délimiter des frontières entre différentes sphères du monde social. Yannick rend nulle et non avenue ma question à propos de l'éventuelle difficulté morale à travailler pour le PDG en

⁹⁵ Entretien avec Édouard, Libreville, mars 2019.

⁹⁶ Il est probable que les acteurs interrogés se distancient du PDG face à un enquêteur mais qu'ils considèrent comme totalement normal et moral de travailler avec le parti.

⁹⁷ Brisset-Foucault, 2016b.

⁹⁸ Ayimpam, 2014.

⁹⁹ Entretien avec Yannick, Libreville, mars 2020.

signifiant que le champ professionnel est, de toute manière, un espace impropre à l'énonciation de tout jugement moral de la part des individus. Le meurtre (« tuer ») est ici construit en opposition à l'action de travailler selon un processus qui dévoile les critères qui distinguent les champs professionnels et politiques. Tandis que le fait de tuer est défini comme un acte qui engage l'intégrité morale de l'éventuel assassin, le travail est imaginé quant à lui comme une pratique par essence neutre, et dont la conduite requiert uniquement la mobilisation de compétences techniques, donc présentées comme apolitiques. La pratique professionnelle ne supposerait ainsi pas l'intervention de considérations morales ou politiques de la part d'aucune des parties participant à la transaction. Yannick oppose ainsi les champs politique et professionnel, selon une distinction entre, d'une part, le monde des opinions, de la subjectivité, voire des dilemmes moraux (en l'occurrence celui de tuer ou non), et d'autre part celui des compétences, des contrats et des échanges. Ainsi, le travail étant défini comme un espace purement neutre où l'opinion individuelle n'a pas sa place, les questionnements personnels vis-à-vis notamment de l'affiliation politique des partenaires deviennent sans importance. Nier le caractère politique du travail permet ici de justifier moralement les interactions avec le champ politique face à l'enquêteur, en inscrivant les interactions avec cet espace dans le domaine exclusivement professionnel, et en rendant inutile tout jugement de valeur. Il est toutefois possible que ce type de transaction ne soit pas répréhensible dans tous les espaces sociaux traversés par les journalistes. Si Yannick s'est justifié de cette manière, c'est sans doute parce qu'il avait ouvertement critiqué les élites au pouvoir avant de répondre à cette dernière question. Ayant clairement affiché son aversion pour les modes de gouvernement à la Gabonaise, il était difficile pour lui d'admettre sans se justifier pourquoi il travaillait avec ses élites qu'il venait de franchement vilipender.

La dépolitisation comme ressource professionnelle en situation de contrainte

Lors d'un entretien, Maud expliquait son approche journalistique de la manière suivante :

M. : Je ne suis pas opposante, ni pédégiste non plus. Je dis ce que je vois. Je suis apolitique. Il faut être vrai dans ce qu'on dit et ce qu'on fait [...].

V. : Et qu'est-ce que tu veux dire par « je suis apolitique » ?

M. : Je ne me mêle pas de la politique, même dans ce que j'écris. Tout ce qu'on fait socialement parlant finit par toucher la politique, mais je ne l'aborde pas de front. Au finish, ça touche toujours la politique. Je vais pas prendre le micro frontalement et dire « le parti en place »... Voilà pourquoi je dis que je suis apolitique¹⁰⁰.

La revendication d'apolitisme est au cœur des logiques de la pratique professionnelle des animateurs de Mapane FM. Proclamée par de nombreux interviewés, elle se manifeste par des procédés de dépolitisation qui opèrent une mise à distance des catégories d'identification issues du champ politique (« opposant » vs. « pédégiste »). D'un point de vue pragmatique, cette revendication ostentatoire d'apolitisme s'inscrit dans une stratégie professionnelle. Elle représente un véritable outil mobilisé par les acteurs afin de pouvoir discuter de politique en tentant de limiter le risque encouru par une prise de position éventuelle. Le rejet de la taxinomie partisane est en réalité motivé par le sentiment que le recours à ce langage implique une prise de position définitive au sein de l'échiquier politique. Or être reconnu comme opposant par le régime expose à de sérieux risques, notamment en tant que journaliste. Il s'agit dès lors de ne pas « aborder frontalement » le politique, comme dit Maud, et ainsi d'éviter un registre polémique tout en négociant un espace neutre en dehors du clivage partisan à partir duquel prendre la parole est considéré comme moins dangereux. Dans les situations de contrainte à l'instar du contexte autoritaire gabonais, la dépolitisation, bien loin d'être un synonyme d'apathie politique, incarne une véritable ressource pour les acteurs¹⁰¹.

¹⁰⁰ Entretien avec Maud, Libreville, mars 2020.

¹⁰¹ Vairiel et Zaki, 2011.

C'est ce qu'illustre cette édition du H 2 la République (émission du 3 avril 2019). Dans cet extrait, l'injonction à la redistribution à l'adresse du personnel politique se double d'une dépolitisation du propos manifestée par une mise à distance des identifications partisans.

T. : Il te l'a dit : « Ce pays est le nôtre, c'est la terre de nos ancêtres ». Donc, en principe, si le pays est pour nous tous, on va devoir redistribuer la richesse ! Moi, c'est la richesse qui m'importe ! C'est pas autre chose là. Que tu sois du PDG ou de l'opposition, ça ne me regarde pas. C'est juste redistribuer les richesses, ce n'est pas normal qu'aujourd'hui un Gabonais se lève à 5 heures du matin, vaque à ses occupations et, à la fin du moins, il touche 200 000 francs CFA pendant que y'a des vieux qui dorment à l'Assemblée nationale lors des sessions parlementaires. Ils ont des salaires de 60 000 000. Non, il faut revoir un peu la manière de redistribuer le gain. Parce que le gain divise les gens hein mon frère, si tu ne l'as pas encore compris. Donc on souhaite un bon retour au bercail à son excellence M. le Président de la République. C'est pas en termes politique hein, c'est le premier citoyen de la nation, et l'émission, c'est le H2 de la République, la seule émission républicaine diffusée en terre gabonaise.

Si l'animateur fustige les « vieux qui dorment à l'Assemblée nationale », il neutralise continuellement son propos, qu'il ponctue par ailleurs de manière à signifier son adhésion au Palais du bord de mer¹⁰². La dépolitisation est donc opérée à l'antenne *via* diverses techniques de rhétorique qui contribuent à déconflictualiser les discours énoncés : usage de l'implicite, question rhétorique, plaisanterie, etc. Et si les critiques formulées à l'antenne par les acteurs reprennent pour beaucoup les catégories légitimes du politique, comme dit plus haut, de nombreuses autres, plus brèves et habilement distillées au sein du récit radiophonique, commentent, dénoncent discrètement l'exercice du pouvoir dans le Gabon postcolonial.

L'ethos politico-professionnel des animateurs radio

Plus qu'un outil mobilisé circonstanciellement, les procédés de dépolitisation sont au cœur d'un ethos de l'animation radio construit à l'intersection de logiques professionnelles et politiques. La notion d'ethos renvoie à un principe d'action éthique, ainsi qu'à un ensemble de dispositions acquises et accompagnant l'agir professionnel¹⁰³. Il renvoie aussi bien à l'apprentissage de techniques relatives à l'exercice pratique d'un métier qu'à l'incorporation des normes d'excellence qui lui sont associées¹⁰⁴. Cet extrait d'entretien avec Fabrice dévoile les principes constitutifs de l'ethos de l'animation radio tel qu'il est conçu à Mapane FM :

F. : Moi, je suis libre de faire mon émission comme je veux, bien qu'il y ait un code de la communication. J'écris mon article en restant pro. Même quand tu veux faire une remarque, fais-le bien, on ne crée pas en insultant ! C'est pas que tu te lèves un matin et parles des choses en dessous de la ceinture. Même dans la liberté d'expression, y'a des limites. [...] Faut pas que y'ait de répercussions sur les plus sensibles, pour ne pas dire les plus jeunes. Autant parler en parabole¹⁰⁵. C'est pas en indiquant du doigt que tu es le plus fort. [...] On fait face au pouvoir. Ce sont eux qui ont toutes les armes de leur côté. [...] Y'a des limites. Une zone qui ne faut pas enfreindre. Nous, les journalistes, on affirme pas, on écrit au conditionnel. Il faut pas affirmer les choses. Dans le hip-hop, je peux affirmer. Tu peux être en train de mener ta révolte, mais en écrivant au conditionnel¹⁰⁶.

S'il est possible de dénoncer les pratiques de ce « pouvoir » qui a « toutes les armes de son côté », il est toutefois nécessaire de respecter certains impératifs dans l'expression de la critique. Après tout, la liberté d'expression « a ses limites », comme le dit Fabrice. Or ces dernières sont de plusieurs ordres. Signalant la nécessité de désamorcer la critique politique (écrire la révolte « au conditionnel », « nous, les journalistes, on affirme pas ») en situation autoritaire d'une part, ces propos témoignent en outre du poids des règles linguistiques et déontologiques dans la formulation du récit radiophonique. Les entretiens conduits avec les animateurs révèlent que les compétences rhétoriques et la créativité dans l'usage de la langue sont en effet fortement valorisées dans l'expression radiophonique. Ici, « indiquer du doigt » signifie prendre position ouvertement à l'antenne, en affichant une opinion définitive et claire à l'égard d'une personne expressément nommée, le tout dans un langage cru, agressif, soit une attitude fortement dévalorisée à l'antenne. Car « celui

¹⁰² Situé face à la mer sur l'un des axes principaux de Libreville, le Palais du bord de mer abrite les locaux de la présidence gabonaise.

¹⁰³ Zarca, 2009.

¹⁰⁴ *Ibid.*

¹⁰⁵ « Parler en parabole » signifie de parler de quelqu'un sans le ou la nommer explicitement.

¹⁰⁶ Entretien avec Fabrice, Libreville, mars 2019.

qui est le plus fort », c'est-à-dire l'orateur le plus habile, est celui qui préférera employer un langage mesuré, châtié, tout en jouant avec l'implicite, bien plus que celui qui s'exprime de manière grossière, définitive et sur un ton polémique. Il en va de la sécurité de l'orateur, qui pense être continuellement scruté par les instances de gouvernement comme nous l'avons vu dans l'introduction, mais aussi de sa responsabilité éthique et professionnelle vis-à-vis des auditeurs, et notamment des plus jeunes. Les normes de l'excellence rhétorique exposées par Fabrice donnent ainsi à voir l'ensemble des critères, en l'occurrence aussi bien politiques que professionnels, à partir desquels sont façonnées les interventions à l'antenne et qui procèdent par co-construction. Selon la même logique, le refus de la prise de position au sein du clivage partisan revendiqué par les acteurs se trouve renforcé par un principe éthique selon lequel les animateurs doivent être neutres et objectifs.

Cette éthique apolitique est aussi le produit du modèle économique de la radio évoqué plus haut. Pour rappel, Mapane FM n'a que très peu de ressources financières. Elle tente de pallier ce problème en multipliant les partenariats avec des entreprises locales, telles que de grandes enseignes commerciales ou des boîtes de nuit. Le manager proposait par exemple à l'un des centres commerciaux les plus célèbres de Libreville de diffuser dans leur galerie le contenu de la radio en l'échange de la production de spots publicitaires. Or, dans ce pays où la réussite économique va souvent de pair avec un soutien ostentatoire du PDG, il est invisable pour une enseigne telle que Mbolo, qui est en l'occurrence pilotée par le groupe français Casino, de diffuser des émissions où serait relayé du contenu critique à l'égard des autorités. Il s'agit donc pour le personnel de neutraliser son récit radiophonique de façon à pouvoir maximiser ses chances d'obtenir des partenariats grâce auxquels elle pourrait fournir des salaires à ses membres. La tâche était d'autant plus difficile qu'il fallait, pour les membres du média, faire en sorte de dissocier la radio de son P.-D.G., connu pour être une figure politisée et engagée pendant un temps contre les élites au pouvoir. Le manager me racontait ainsi, comment il expliquait à d'éventuels partenaires, comment Mapane FM n'était pas liée au général du mapane, selon la stratégie de dissociation entre politique et travail évoquée plus haut. Cela passait aussi par des actions très concrètes. Il retira de la porte d'entrée une affiche à l'effigie de M. Ayouné afin de faire comprendre que la radio était indépendante des positions et des engagements politiques de son chef, ce qui provoqua l'ire de ce dernier. Cette stratégie de dissociation varie toutefois en fonction de la relation que les personnels de la radio entretiennent avec leur chef. L'animateur de l'émission le H 2 la République continue ainsi de diffuser des spots publicitaires de promotion du général. C'est sans doute car ce présentateur bénéficie d'une plus grande liberté de ton due à l'indépendance financière que lui confère sa célébrité¹⁰⁷.

Plus qu'un outil déployé de manière circonstancielle, le mode déconflictualisé de la critique s'ancre dans un ethos politico-professionnel structuré autant par la situation de contrainte politique et économique que par des normes déontologiques propres au champ médiatique. Ainsi, des logiques professionnelles, économiques et politiques de la prise de parole s'imbriquent pour façonner un principe d'action de l'agir professionnel fondé sur la rétention de l'opinion personnelle des acteurs, tout en valorisant la ruse et la maîtrise de compétences rhétoriques. De la sorte, les acteurs déploient un ethos qui leur permet de répondre autant aux impératifs de la situation autoritaire gabonaise, à leurs besoins économiques, qu'aux exigences de l'éthique journalistique.

Notre enquête n'a toutefois pas montré si ces normes étaient consensuelles et communes à l'ensemble du champ journalistique gabonais. Il aurait également été intéressant d'étudier d'où viennent ces normes professionnelles, comment elles varient d'une radio ou d'un média à l'autre (télévision, presse écrite, etc.), ou encore comment elles sont assimilées par les acteurs. Il semble que ces normes soient transmises par les professionnels entre eux d'une part. En l'absence d'institut de formation des journalistes, la plupart d'entre eux se forment directement par la pratique au sein d'un média, en bénéficiant de l'expérience d'autrui. Les membres de Mapane FM ont, par exemple, suivi une formation au siège assurée par deux journalistes

¹⁰⁷ Il travaille dans d'autres radios et collabore avec des artistes.

expérimentés¹⁰⁸ qui ont souligné l'importance de la neutralité du journaliste. Ces normes professionnelles semblent aussi être promues par les agences locales des organisations internationales, à l'instar de l'Unesco qui organise tous les ans, en collaboration avec le ministère de la communication, des événements lors de la Journée internationale de la radio (13 février) ou de la liberté d'expression (3 mai). Menée à la maison Georges Rawiri, soit dans les locaux de la première radio publique gabonaise, la Journée mondiale de la radio est un moment de formation durant lesquels les journalistes assistent à des ateliers de sensibilisation sur différents thèmes en fonction des agendas des acteurs internationaux (« La radio en situation d'urgence et de catastrophe », etc.).

Lors de notre entretien, Tom déclarait :

Dans mes émissions, je pousse des petits coups de gueule. Je parle tout en ne... je parle de ces choses-là parce que je vis là ! En tant que citoyen, j'ai un droit de regard sur ce qui se fait dans ce pays. J'ai ce droit. Ça permet à l'homme d'être libre dans son expression. J'ai pas le droit d'insulter, mais je peux parler de mon point de vue¹⁰⁹.

Citoyens et/ou animateurs radio ?

Lors de mes deux terrains, j'ai été confronté à une difficulté d'ordre théorique et méthodologique puisque les acteurs s'évertuaient à éviter le politique en entretien, quitte à se revendiquer « apolitique », en dépit de leur détention des savoirs et des catégories légitimes associés à ce champ. Bien que j'observais les animateurs manipuler ces savoirs à l'antenne, ils affirmaient en entretien ne pas s'intéresser à la politique ou encore n'en avoir aucune connaissance¹¹⁰. Plutôt que d'en déduire une faible ou une insuffisante politisation des acteurs, tentons de saisir des formes de politisation indépendantes des recours aux savoirs spécialisés du politique¹¹¹, voir des trajectoires de politisation fondées précisément sur le rejet ostentatoire du politique tel qu'il est exprimé par les acteurs¹¹². Cette revendication d'apolitisme s'arrime à des processus de politisation individuelle, qui ne sont d'ailleurs pas propres aux situations autoritaires.

La revendication d'apolitisme, qui s'articule généralement à une dépréciation plus vaste du système politique, caractérise des formes d'identification individuelle formulée en opposition au régime postcolonial, en dépit de leur neutralité apparente. La mise à distance des étiquettes politiques s'ancre ainsi dans un processus de dissociation individuelle de l'espace politique manifesté par le recours à des catégories d'identification déconflictualisées, à l'instar du référent « citoyen ». Lors d'un entretien, je demandais à l'animateur Yannick :

V. : Est-ce que tu es un opposant ?

Y. : Non.

V. : Comment tu te définis alors... si tu as une manière de te définir ?

Y. : Je ne suis pas non plus de la majorité présidentielle. Je n'aime pas les définitions en termes de « pouvoir *versus* opposition ». [...] C'est trop réducteur et simpliste. Pourquoi opposant ? Opposant, c'est celui qui s'oppose. Je ne m'oppose à personne. Si j'ai mes idées, j'expose mes idées. Si j'ai une opinion politique à donner, je la donne. Je ne me considère pas d'un bord. Je suis un citoyen. Je suis un patriote. Le citoyen, le patriote, c'est celui qui aime son pays. Quand tu aimes ton pays, y'a des choses qu'on ne tolère pas. Les personnes au pouvoir ne sont pas des patriotes, elles n'aiment pas le pays. Ce sont eux les opposants. Ils s'opposent aux bien-être des Gabonais. Ils s'opposent au peuple gabonais ! Donc, c'est eux les opposants. [...] La politique au Gabon, on est dans le non-

¹⁰⁸ Je n'ai pas pu recueillir le nom de ces derniers.

¹⁰⁹ Entretien avec Tom, Libreville, mai 2019.

¹¹⁰ Un des exemples les plus probants est sans doute celui de Léo. Bien qu'il soit satiriste et qu'il traite spécifiquement de la vie politique gabonaise dans ses chroniques radiophoniques, il refusa explicitement de se prononcer en des termes politiques lors de notre entretien. Ses chroniques et notre interview révèlent pourtant la détention de nombreuses connaissances sur la politique locale, qu'il observe d'ailleurs quotidiennement pour écrire ses satires.

¹¹¹ Duchesne et Haegel, 2001.

¹¹² Siméant, 2003.

constructif. Si tu en fais, on te demande des questions bizarres¹¹³. Faut être vigilant, surtout avec la politique. La politique, il faut être extrêmement méfiant, vigilant. Pour moi, y'a pas de pouvoir [majorité] ou opposants. Ils sont tous des opposants. Ceux qui se donnent la casquette « opposant »... Ils sont tous opposés au bien être des Gabonais, au bien-être du peuple¹¹⁴.

Ainsi, le rejet de la catégorie « opposant » s'articule à une critique de l'opposition gabonaise et des partis qui la composent. Yannick fustige en effet une classe de politiciens qu'il associe à un ensemble de vices et ne faisant le jeu du régime que dans la perspective d'avoir accès aux ressources du pouvoir. Il critique le clivage « majorité *versus* opposition » pour décrire un système gangrené par des luttes personnelles contre l'intérêt général.

Il s'énonce alors en contradiction avec ce champ en se réappropriant le concept de citoyen, une catégorie neutralisée et construite en miroir de l'espace institué du politique. Assimilée à une forme de patriotisme, elle renvoie en effet à une acception de la politique définie en termes de construction du bien commun et de satisfaction de la volonté populaire, opposée alors au système politique postcolonial, assimilé lui à la poursuite des intérêts personnels, ainsi qu'à des pratiques illicites et déviantes. Cette catégorie d'identification est dépolitisée dans le sens où elle est définie en dehors du jeu politique et de ses luttes, dont elle représente l'envers moral. Si ce mode de politisation semble être en opposition avec le jeu politique postcolonial, il procède toutefois par lui puisqu'il en reprend certains éléments, dont la catégorie d'identification « citoyen ». Il témoigne ainsi du fait que l'affirmation du devoir civique peut comporter une dimension simultanément subversive et consensuelle.

CONCLUSION

La radio représente une forme d'organisation collective singulière dont l'étude permet de nourrir les réflexions sur des problématiques classiques de la sociologie politique comparée – situations autoritaires, politisation individuelle, etc. –, une discipline qui offre par ailleurs des outils théoriques adéquats pour analyser les relations de pouvoir qui se nouent dans cet espace peu étudié par les politistes.

Comme on l'a vu, les journalistes de Mapane FM ont un rapport ambigu au politique. Exposés aux modes autoritaires du pouvoir dans le cadre de leur travail, ils développent une méfiance accrue vis-à-vis de la classe politique. Celle-ci est nourrie par le sentiment collectif d'évoluer dans une société des apparences où le travestissement du réel représente un réel mode de gouvernement. Dans ce contexte, les journalistes mettent en avant une capacité à déceler les faux-semblants du pouvoir. S'ils sont alors capables de percer à jour les secrets du politique, comme ils l'affirment, ce n'est pas pour autant qu'ils et elles souhaitent les divulguer sur la place publique. La méfiance qu'ils développent vis-à-vis de la politique, nourrie par un ensemble de représentations négatives associées aux politiciens gabonais, se traduit ainsi par des formes d'autocensure inscrites dans leurs pratiques professionnelles quotidiennes.

Il serait toutefois réducteur de concevoir le discours radiophonique comme le produit de considérations uniquement politiques de la part des journalistes, ou encore de penser que leur relation vis-à-vis de la classe politique puisse être caractérisée uniquement par la peur et le rejet. L'article montre ainsi qu'un ensemble de normes linguistiques et de principes professionnels propres au champ journalistique pèse sur le discours radiophonique. Ainsi, si les journalistes refusent d'invectiver ouvertement et vulgairement le président de la République par exemple, c'est autant du fait de la peur de représailles éventuelles à leur égard que des normes de la prise de parole radiophonique. Les animateurs de la radio promeuvent en effet des lexiques et des registres de la critique politique caractérisés par la maîtrise de la langue française selon le canon scolaire, l'emploi d'un langage châtié et la connaissance du champ politique (acteurs, règles, fonctionnement, etc.),

¹¹³ Ces « questions bizarres » dont parle Yannick renvoient à ces propositions dont il est communément admis qu'elles sont faites à qui veut entrer en politique au Gabon. Ce propos relaie l'idée selon laquelle réussir en politique suppose de se livrer à des pratiques considérées comme déviantes, sur le mode de la transaction auprès d'élites déjà établies. Des rumeurs affirment, par exemple, que de nombreuses jeunes recrues offrent des services sexuels en l'échange de postes élevés au sein de la hiérarchie du PDG. Voir Aterianus-Owanga, 2012.

¹¹⁴ Entretien avec Yannick, Libreville, mars 2020.

autant de critères qui ont pour effet d'exclure une partie importante des habitants du bidonville que Mapane FM, en tant que radio communautaire, entend paradoxalement représenter. Si la censure à la radio est bien sûr d'ordre institutionnelle, cette étude de cas gabonaise rappelle ainsi que la censure peut aussi être produite par celles et ceux qui y travaillent quotidiennement, et non pas uniquement par les agents de l'État.

Mes entretiens et mes observations ont montré que les journalistes gabonais pensent leur pratique professionnelle en articulation au champ politique. Produisant des discours de construction de la nation gabonaise ou enjoignant quotidiennement les auditeurs à respecter scrupuleusement les normes de la civilité électorale, les journalistes apparaissent comme de véritables auxiliaires de la domination politique. La « révolution » promue selon le slogan de Mapane FM est ainsi une révolution citoyenne par les urnes, dont l'avènement nécessite le respect scrupuleux des canaux formels de règlement des conflits entérinés par le régime, les élections. Bien qu'ils déploient une pratique de la radio orientée vers le changement social et articulée au travail des acteurs du champ politique, les journalistes se sont constamment définis comme des sujets « apolitiques » lors de mes terrains. Plus qu'un instrument mobilisé circonstanciellement, les procédés de dépolitisation occupent une place centrale au sein d'un ethos de l'animation radio construit à l'intersection de logiques propres à leur champ professionnel et au contexte politique gabonais. Ces dernières s'agrégent pour produire un principe d'action de l'agir professionnel fondé sur la dissimulation de l'opinion personnelle, tout en valorisant la subtilité rhétorique et la maîtrise d'un français hégémonique.

Si cet article a montré l'irréductibilité du social aux représentations de l'occulte dans le contexte gabonais, il a par ailleurs souligné l'intérêt heuristique que représente une analyse politique du travail. Ce détour gabonais invite en effet à réfléchir plus largement sur les modes de coproduction du politique et du travail en explorant d'autres univers professionnels dont l'étude est susceptible d'éclairer la fabrique d'une situation politique donnée, autoritaire ou non, et ce bien au-delà des frontières africaines.

L'AUTEUR

Vincent Sima Olé est assistant de programme et de plaidoyer au bureau Afrique de la Fédération internationale pour les droits humains (FIDH). Passionné par les questions relatives à la fabrique des situations autoritaires, en Afrique ou ailleurs, il a dédié son mémoire de master, dont le présent article est extrait, aux formes et aux répertoires de la critique radiophonique à Libreville, au Gabon. Il est titulaire d'un master en science politique comparée de Sciences Po Paris, ainsi que d'un master en politique internationale mention études africaines de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

ABOUT THE AUTHOR

Vincent Sima Olé works as a program and advocacy assistant at the Africa Desk of the International Federation for Human Rights (FIDH). Willing to learn more about the daily making of authoritarian rule in sub-Saharan Africa, he dedicated his master thesis, from which the following article is based, to studying the lexicon and registers of radio discourses in contemporary Libreville, Gabon. Vincent graduated from a master in Comparative Political Science from Sciences Po Paris, as well as from an International Politics and African studies degree from Panthéon Sorbonne University.

REFERENCES

- ATERIANUS-OWANGA, Alice (2012) « "L'émergence n'aime pas les femmes !" Hétérosexisme, rumeurs et imaginaires du pouvoir dans le rap gabonais », *Politique africaine*, n° 126, pp. 49-68.
- (2019) "“Butt shakers” versus national ballet: dancing national identity during the one-party rule in Gabon (1968 – 1990)", *Critical African Studies*, vol. 11, n° 1, pp. 31-47.
- ATERIANUS-OWANGA, Alice et DEBAIN, Mathilde (2016) « "Demain, un jour nouveau ?" Un renversement électoral confisqué au Gabon », *Politique africaine*, n° 144, pp. 157-179.
- AWENENGO DALBERTO, Séverine (2012) *De la rue aux urnes : la longue marche de la deuxième alternance au Sénégal* (Paris : CERI).

- AWONDO, Patrick et MANGA, Jean-Marcellin (2016) « “Devenir rappeur engagé” : l’émergence controversée du rap dans l’espace public camerounais », *Politique africaine*, n° 141, pp. 123-145.
- AYIMPAM, Sylvie (2014) *Économie de la débrouille à Kinshasa. Informalité, commerce et réseaux sociaux* (Paris : Karthala).
- BANEGAS, Richard (2003) *La démocratie à pas de caméléon. Transition et imaginaires politiques au Bénin* (Paris : Karthala).
- (2016) « Mobilisations citoyennes, répression et contre-révolution en Afrique », *Revue Projet*, n° 351, pp. 6-11.
- BANEGAS, Richard, BRISSET-FOUCAULT, Florence et CUTULO, Armando (2012) « Espaces publics de la parole et pratiques de la citoyenneté en Afrique », *Politique africaine*, n° 127, pp. 5-20.
- BAYART, Jean-François (1989) *L’État en Afrique. La politique du ventre* (Paris : Fayard).
- BAZIN, Laurent (2014) « Le travail : un phénomène politique complexe et ses mutations conjoncturelles », *Politique africaine*, n° 133, pp. 7-23.
- BERNAULT, Florence (2003) « Dévoreurs de la Nation. Les migrations Fang au Gabon », in COQUERY-VIDROVITCH, Catherine, GOERG, Odile, MANDE, Issiaka et RAJAONAH, Faranirina (dir.), *Être étranger et migrant en Afrique au XX^e siècle* (Paris : L’Harmattan), pp. 169-187.
- BERNAULT, Florence (2019) *Colonial Transactions: Imaginaries, Bodies, and Histories in Gabon* (Durham: Duke University Press).
- BONHOMME, Julien (2005) « Voir par-dérrière. Sorcellerie, initiation et perception au Gabon », *Social Anthropology*, vol. 13, n° 3, pp. 259-273.
- BRISSET-FOUCAULT, Florence (2016a) « La cité radiophonique. Démocratie de chantier, domination technocratique et patriotisme bureaucratique en Ouganda », *Sociétés politiques comparées*, n° 40.
- (2016b) *Journalismes d’Afrique* (Paris : De Boeck Supérieur).
- (2019) *Talkative Polity: Radio, Domination, and Citizenship in Uganda* (Ahens: Ohio University Press).
- CISSOKHO, Thiat (2011) « Y’en a marre. Rap et contestation au Sénégal », *Multitudes*, n° 46, n° 3, pp. 26-34.
- COMBES, Hélène et FILLIEULE, Olivier (2011) « De la répression considérée dans ses rapports à l’activité protestataire. Modèles structuraux et interactions stratégiques », *Revue française de science politique*, vol. 61, n° 6, pp. 1047-1072.
- DEBAIN, Mathilde (2009) « Chronique d’une victoire assurée. Retour sur la campagne présidentielle de 2009 au Gabon », *Politique africaine*, n° 115, pp. 27-46.
- DELSIONE OVOUNDAGA, Marcy, MATSANGA NZINGUI, Marina et MBOUMBA NDEMBI, Delcia (2018) « Une radio pour la communauté universitaire : Radio Campus Libreville un média capital pour les étudiants ? », *RadioMorphoses*, n° 3, URL : <http://www.radiomorphoses.fr/wp-content/uploads/2018/06/Une-radio-pour-la-communauté-universitaire.pdf> (consulté le 12/11/2021).
- DUCHESNE, Sophie et HAEGEL, Florence (2001) « Entretiens dans la cité, ou comment la parole se politise », *Espaces Temps*, n° 7677, pp. 95-109.
- FANCELLO, Sandra (dir.) (2015) *Penser la sorcellerie en Afrique* (Paris : Hermann).
- FRERE, Marie-Soleil (2005) « Médias en mutation : de l’émancipation aux nouvelles contraintes », *Politique africaine*, n° 97, pp. 5-17.
- (2015) *Médias d’Afrique. Vingt-cinq années de pluralisme de l’information (1990-2015)* (Paris : Karthala).
- (2016a) *Journalismes d’Afrique* (Paris : De Boeck Supérieur).
- (2016b) « Censure de l’information en Afrique subsaharienne francophone : la censure dans les régimes semi-autoritaires », MARIN, Laurent (dir.), *Les censures dans le monde, XIX^e-XXI^e siècle* (Rennes : Presses universitaires de Rennes), pp. 341-356.
- (2019) « Défis politiques, économiques et identitaires des journalistes en Afrique francophone », *Annuaire français de relations internationales*, vol. 20, pp. 939-958.
- GARDINIER, David E. et DOUGLAS, A. Yates (2006) *Historical Dictionary of Gabon* (Metuchen: Scarecrow Press).
- GEISSER, Vincent, DABENE, Olivier et MASSARDIER, Gilles (2008) « Introduction. La démocratisation contre la démocratie », DABENE, Olivier, GEISSER, Vincent et MASSARDIER, Gilles (dir.), *Autoritarismes démocratiques et démocraties autoritaires au XXI^e siècle* (Paris : La Découverte), pp. 7-26.
- GRABLI, Charlotte (2019) « La ville des auditeurs : radio, rumba congolaise et droit à la ville dans la cité indigène de Léopoldville (1949-1960) », *Cahiers d’études africaines*, n° 233, pp. 9-45.
- HERMET, Guy (1975) « Dictature bourgeoise et modernisation conservatrice : problèmes méthodologiques de l’analyse des situations autoritaires », *Revue française de science politique*, vol. 25, n° 6, pp. 1029-1061.
- HIBOU, Béatrice (2011) *Anatomie politique de la domination* (Paris : La Découverte).

- HOWLEY, Kevin (2013) "Community media studies: an overview", *Sociology Compass*, vol. 7, n° 10, pp. 818-828.
- LAGROYE, Jacques, FRANÇOIS, Bastien et SAWICKI, Frédéric (2012) *Sociologie politique* (Paris : Presses de Sciences Po/Dalloz).
- MARSHALL, Ruth (2009) *Political Spiritualities: The Pentecostal Revolution in Nigeria* (Chicago: University of Chicago Press).
- MARSHALL-FRATANI, Ruth et PECLARD, Didier (2002) « La religion du sujet en Afrique », *Politique africaine*, n° 87, pp. 5-19.
- MARY, André (1983) « L'alternative de la vision et de la possession dans les sociétés religieuses et thérapeutiques du Gabon », *Cahiers d'études africaines*, n° 91, pp. 281-310.
- MBEMBE, Achille (1992) "Provisional notes on the postcolony", *Africa*, vol. 62, n° 1, pp. 3-37.
- MORELLE, Marie et PLANEL, Sabine (2018) « Appréhender des "situations autoritaires". Lectures croisées à partir du Cameroun et de l'Éthiopie », *L'espace politique*, n° 35, URL : <https://journals.openedition.org/espacepolitique/4902> (consulté le 22/11/2021).
- SABI DJABOUDI, Arthur (2017) *Les médias d'État au Gabon. Permanence et mutations* (Paris : L'Harmattan).
- SAINSAULIEU, Ivan et SURDEZ, Muriel (dir.) (2012) *Sens politiques du travail* (Paris : Armand Colin).
- SHUKAN, Tatyana (2019) « Militants malgré eux ? Les jeunes contestataires face à la répression en Biélorussie », *Politix*, n° 126, pp. 163-192.
- SIMA OLE, Vincent (2020) *Le micro comme objet politique ? Radiophonie, travail journalistique, et arts de la critique en situation autoritaire. Le cas de Mapane FM, Libreville (Gabon)*, Mémoire de master (Paris : École doctorale de Sciences Po).
- SIMEANT, Johanna (2003) « Un humanitaire "apolitique" ? Démarcations, socialisations au politique et espaces dans la réalisation de soi », in LAGROYE, Jacques (dir.), *La politisation* (Paris : Belin), pp. 163-196.
- (2014) *Contester au Mali. Formes de la mobilisation et de la critique à Bamako* (Paris : Karthala).
- TONDA, Joseph (2005) *Le Souverain moderne. Le corps du pouvoir en Afrique centrale (Congo, Gabon)* (Paris : Karthala).
- TOULABOR, Comi (1981) « Jeu de mots, jeu de vilains. Lexique de la dérision politique au Togo », *Politique africaine*, n° 3, pp. 55-71.
- VAIREL, Frédéric et ZAKI, Lamia (2011) « Politisation sous contrainte et politisation de la contrainte : outsiders politiques et outsiders de la ville au Maroc », *Critique internationale*, n° 50, pp. 91-108.
- VOKES, Richard (2007) "Charisma, creativity, and cosmopolitanism: a perspective on the power of the new radio broadcasting in Uganda and Rwanda", *The Journal of the Royal Anthropological Institute*, vol. 13, n° 4, pp. 805-824.
- ZARCA, Bernard (2009) « L'ethos professionnel des mathématiciens », *Revue française de sociologie*, vol. 50, n° 2, pp. 351-384.